

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haiti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 10 New York : tél : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 23 -30 avril 2025

LES JOURS DE LA MMAS EN HAÏTI SONT-ILS COMPTÉS ? L'administration Trump coupe les vivres à la mission du Kenya Les mauvaises nouvelles arrivent en série à l'ONU...

Par Léo Joseph

Bientôt une année depuis qu'a été déployée la Mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti (MMAS), dirigée par des policiers du Kenya, le plus grand bailleur de fonds de celle-ci a annoncé qu'il a décidé de lui couper les vivres. Cette information, qui a pris presque tout le monde, à l'improviste, n'a pas atterri au bon moment. Dans les couloirs des Nations Unies, où se tenait une réunion spéciale, au Conseil de sécurité, les mauvaises nouvelles ont atterri en série. D'ores et déjà, d'aucuns se demandent si les jours de cette mission de sécurité, dont l'impact de la mission reste encore à prouver la pertinence des promesses qu'elle a faites, serait terminé à très brèves échéances.

En effet, la représentante des États-Unis, auprès de l'organisme mondiale a déclaré, en marge de cette réunion, que son gouvernement a décidé d'arrêter le décaissement qu'il faisait périodiquement en faveur de la MMAS,

déployée en Haïti, depuis le mois de juin, sans pour autant faire aucun impact, en matière de sécurité, et que de tous les coins d'Haïti, à la capitale comme dans tous les recoins des dix provinces, les critiques acerbe de cette mis-



Elise Stefanik, représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU.

sion fusent presque en permanence. Puisque, après bientôt un an, en Haïti, les promesses qu'avaient faites les Kenyans, selon

lesquelles ils étaient venus pour « chasser les gangs » et qu'ils devaient « mettre bas les armes », s'ils tiennent à leur vie ne s'est pas concrétisée.

La représentante permanente des États-Unis, auprès de l'ONU,



António Guterres, secrétaire général de l'ONU.

Elise Stefanik, a déclaré, en marge de cette réunion, que son pays ne peut pas, à lui seul, endosser ce fardeau. Aussi a-t-elle invité d'autres États membres à voler

au secours de la MMAS.

Selon Mme Stefanik, dont le pays a déjà investi la moitié du budget de cette mission, soient USA 300 millions \$, sur un total de USD 600 millions \$, a lancé les mêmes demandes, auprès des



Mafria Isabel Salvador, représentante du secrétaire général de l'ONU en Haïti et chef du BINUH.

autres pays accrédités à l'ONU, pour qu'ils aident à supporter le poids de ce financement. Mais

depuis que, faute d'autres contributeurs, Washington, avec l'administration de Joe Biden, avait décidé de laisser les États-Unis assumer seule cette responsabilité, dans l'espoir que, éventuellement, se produirait un revirement de situation et d'autres contributeurs allaient rallier l'administration américaine.

Mais, il semble que, les autres membres de l'ONU, qui restaient encore, sur la barricade, par rapport à cette décision, n'ont affiché aucune intention de changer leur avis. Voilà pourquoi, le secrétaire générale de l'institution internationale, Antonio Guterres, qui ne cessait, tout au long de l'année dernière, de sensibiliser les pays membres de l'ONU, dans le sens de cet engagement, a lancé encore, cette semaine, invitant les « rebelles » à prendre la bonne décision.

On peut remarquer que Donald Trump, qui affiche une attitude tout à fait différente, par rapport à Joe Biden, son prédécesseur, ne se laisser pas attendrir

Suite en page 6

FORMÉE SOUS LE CONTRÔLE DE L'ONU, LA PNH : UNE POLICE DE PACOTILLE

Mise en déroute par les gangs armés, aucune tentative de se relever

Les derniers mois ont confirmé son impréparation...

Par Léo Joseph

Ceux qui avaient quelque espoir de voir la Police nationale d'Haïti

(PNH) se relever, après des années d'échec, face aux gangs armés, doivent se détromper, à la suite de la dégradation progressi-

vement systématique de ses performances, ces quelques semaines. Quand on y pense, créée sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, durant la présidence du président Jean-Bertrand Aristide, elle comptait, dans ses rangs, des voyous, qui y étaient infiltrés par le chef d'État, sans en être empêché par l'organisme mondial. Si Mario André sol, rappelé d'exil, de New York, pour succéder à Léon Charles, comme directeur général de l'institution, avait éjecté plusieurs garnements commissionnés assassins politiques, par le prêtre défroqué, il n'y avait aucune garantie que ces décisions allaient tenir, surtout que M. Charles, nommé

Suite en page 2



Le Conseil présidentiel intérimaire de neuf membres, engagement collectif dans le suivi du programme d'organisation des gangs armés, héritage d'Ariel Henry.

HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

April 17, 2025 to become a memorable date in French-Haitian Relations

Last Thursday, April 17, marked the 200th anniversary, to the day, of what was referred to by



Le président français Emmanuel Macron

Virginia University scholar Marlene Daut, as "The greatest heist in history." So, she said, on

October 5, 2010, during a presentation on the NPR network. She was referring to what the French did when they lost what was considered "the crown jewel of the French empire."

Indeed, it was on April 17, 1825, that French King Charles X imposed a debt of 150 million gold francs on Haiti as "reparations" to pay France, for the French slaveholders who had lost so much when the French army of Napoléon Bonaparte, then the most powerful in the world, was defeated by the "Armée Indigène," of former slaves on the battlefield, in Vertières, near today's Cap-Haïtien, Haiti's second largest city, on November 18, 1803, and independence of the

Continued to page 7

FORMÉE SOUS LE CONTRÔLE DE L'ONU, LA PNH : UNE POLICE DE PACOTILLE

Mise en déroute par les gangs armés, aucune tentative de se relever

Les derniers mois ont confirmé son impréparation...

Suite de la page 1

ambassadeur à l'Organisation des États Américains, par l'administration intérimaire Boniface Céles tin-Gérard Latortue, était retourné à la direction de la PNH.

Mais, il faut attirer l'attention sur le fait que s'affichant en police de pacotille, la PNH prend une allure non professionnelle, car susceptible de changer en force répressive contre le peuple qu'elle est appelée à « servir et protéger », car s'offrant volontiers comme bras armés des locataires de la Villa d'Accueil, les neuf membres du Conseil présidentiel intérimaire (CPI) et le Premier ministre.

En effet, alors que les décideurs haïtiens s'offrent en auxiliaires des criminels armés, agissant comme s'ils étaient libres de massacrer, de voler, de violer et de kidnapper les citoyens et d'incendier les maisons, les immeubles logeant des entreprises, des hôpitaux, des institutions scolaires des universités, des hôpitaux ou encore des pharmacies, ils envoient des garnisons de policiers, toutes brigades spécialisées ainsi que des militaires renforcées de membres de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMSA) confondus pour mater brutalement des manifestants. Il est également rapporté que quasiment tous les coins de rues, où allient défilier les manifestants, étaient quadrillés du personnel de sécurité. On apprend que les policiers déployés avaient reçu l'ordre formel de sévir contre les manifestants et de faire usage de leurs bâtons, de gaz lacrymogènes et même d'armes à feu qu'ils avaient en leur disposition.

Cette situation fait attirer des critiques sévères, voire des condamnations fusant de toutes parts sur les dirigeants du pays, notamment ceux qui décident en matière de sécurité et de défense, mais, qui ont su prendre des décisions répressives contre des manifestants exerçant pacifiquement leurs droits constitutionnels.

Les dirigeants intérimaires, installés à la Villa d'Accueil, après avoir fui leurs Palais national, au Champ de Mars, et le bureau de la primature, au Bicentenaire, sous les attaques des gangs armés, n'ont rien fait pour reconquérir leurs espaces opérationnels d'origine. D'ailleurs, poursuivis par les criminels, certains bureaux gouvernementaux ont dû, certains, déménager à plusieurs reprises.

Signalons que, face à la situation sécuritaire, qui se dégrade, de manière permanente et systématiquement, sous les regards impassibles de l'Exécutif à neuf membres et des forces de l'ordre retranchées dans leurs casernes, des milliers de protestataires étaient descendus dans la rue, mettant le cap sur la Villa d'Accueil, le siège du pouvoir, en vue d'exiger des mesures concrètes pour mettre fin à l'insécurité, à combattre la misère et la faim endémique. Les autorités intérimaires n'ont pas lésiné sur les moyens pour lancer la répression contre les manifestants pacifiques.

La Police toujours tenue en respect par les gangs armés

Après avoir été tenue en respect, par les malfrats, durant des années, mais confrontée, surtout à la coalition « Viv Ansanm » redoublée de sauvagerie, ces quelques semaines, la PNH est encore plus agressivement humiliée par celle-ci. À l'occasion des attaques récurrentes dirigées par ces mêmes gangs sur la commune de Kenscoff, dans les hauteurs de Port-au-Prince, les forces de sécurité d'Haïti n'ont fait que confirmer leur impuissance devant les criminels. C'est, d'ailleurs, le responsable des droits humains des Nations Unies, qui a dénoncé la négligence, pour ne pas dire l'insouciance des responsables de l'ordre haïtiens, qui n'ont pas su apporter une aide ponctuelle aux communautés attaquées qui ont demandé renforts. Ce qui a eu pour conséquence, a rapporté le responsable des droits de l'homme de l'ONU, l'exécution de plus de 280 personnes, dans cette commune, dans l'espace d'un mois.

Vu la manière dont se comportent les forces de sécurité haïtiennes, dans le dossier de l'insécurité, et les autorités politiques du pays, dans la gouvernance, en général, il est opportun de décerner toutes

sortes d'accusations à celles-ci, mais surtout, qu'elles sont incompétentes, de mauvaise foi et agissent en traîtres à la patrie, car se mettant au service d'intérêts étrangers. La manière dont la Police a réprimé violemment la manifestation pacifique de citoyens dénonçant la mauvaise gouvernance du CPT ayant conduit le pays à ces multiples crises, en dit long.

Depuis qu'a commencé l'offensive des bandits armés sur la population, d'abord, timidement, sous les régimes Lavalas puis « Parti haïtien tèt kale » (PHTK) leurs attaques se sont intensifiées sur Port-au-Prince, premièrement, avant de s'étendre avec la même cruauté sur le département de l'Artibonite. Au point que les mêmes responsables des droits de l'homme des Nations Unies avaient déclaré la capitale haïtienne à 80 % sous contr



Jovenel Moïse, successeur direct de Michel Martelly, engagé à fonds dans l'organisation des gangs armés.

le des gangs. Depuis lors, cette tendance à l'effet d'un étai se resserrant sur le pays. Et depuis la grande offensive du début mars des malfrats ayant accouché de la chute d'Ariel Henry, ses successeurs n'ont pris aucune décision qui aurait pu déboucher sur la reconquête de territoires perdus. Il semble, au contraire, qu'ils aient collaboré à faciliter la capture de nouveaux territoires. En plus de milliers d'innocents assassinés et blessés, de maisons volontairement incendiés, de personnes kidnappées contre rançon, ainsi que d'au tres actes criminels perpétrés, sans vraiment aucune riposte digne de ce nom et à la dimension de telles attaques de la part des voyous armés.



Joseph Michel Martelly, continuation du programme de Jean-Bertrand Aristide, dans l'initiation des gangs armés.

PNH : Un an de dégringolade irréversible

Il faut se garder d'imputer la crise sécuritaire uniquement à la Police nationale d'Haïti. Car celle-ci reçoit ses ordres, dans un premier temps, du Palais national (Michel Martelly et Jovenel Moïse), dans un second temps de la Villa d'Accueil, après qu'Ariel Henry eut été forcé de décamper par les bandits ayant imposé leurs lois, à la primature évoluant au Bicentenaire. Depuis la méga offensive de la coalition « Viv Ansanm », qui s'est soldé, début mars, à l'évasion de détenus des deux plus grands centres carcéraux, le Pénitencier national, logé au centre-ville, non loin du Palais national, et la prison de

Croix-des-Bouquet, soit, au total, plus de 5 000 détenus. À cette étape, plus rien ne semblait aller pour la PNH. Depuis lors, les criminels avaient l'initiative de la violence s'exprimant sous toutes ses formes, et perpétrant leurs forfaits, tant sur la population civile que sur les forces de l'ordre : les membres de la PNH et ceux des Forces armées d'Haïti (FNH). Même la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMSA), sous la direction de policiers du Kenya, n'était pas épargnée. Car les bandits lançaient leurs actions criminelles sur qui ils veulent, quand ils veulent et de la manière qu'ils veulent.

À la lumière des événements provoqués par les malfrats armés, particulièrement depuis mars 2024, la PNH s'est révélée une vraie police de pacotille. Autre ment, quand bien même les autorités politiques se seraient confinées dans leur inaction stérile et coupable, un chef de police qui connaît son métier aurait exigé une action décisive ou démissionné. Vouloir rester en poste pour jouir du gros salaire, de juteuses commissions et des avantages offerts par la fonction, ne devraient pas être une option. Si les personnels gouvernementaux installés à la Villa d'Accueil s'obstinent à rester en poste, en dépit des calamités dans lesquelles ils ont enfoncé le pays, ceux qui relèvent du système de sécurité devraient se rappeler de leurs responsabilités, face à la nation, et tirer leur révérence.

La débandade de la PNH irréversible

Aucun doute, les deux branches de l'Exécutif haïtien sont logées à la même enseigne, prisonnières de la gouvernance catastrophique. Car aucune décision n'a été prise ni effort tenté pour rectifier le tir, dès les premiers moments que s'était annoncée la débâcle. À cet égard, il faut conclure que de tous les côtés, tout le monde était d'accord de la manière dont allaient les choses. À observer le silence des vrais patrons des hommes et femmes du pouvoir, à l'égard de la catastrophe que quasiment tous les Haïtiens pensants dénoncent de toutes leurs forces, on ne peut s'empêcher de conclure que l'actuel situation d'Haïti est bien le sens de la feuille de route qu'avaient reçue les différentes équipes intérimaires, qui se sont succédé aux commandes de la République, depuis l'assassinat de Jovenel Moïse.

Il faut se demander quel autre pays au monde, qui se serait retrouvé dans la même situation où se trouve Haïti, afficherait cette même posture docile ? Il y a fort à parier que les États, qui tolèrent les crimes des bandits et inconsidérées les décisions prises, qui ont mené à cette situation, verraient des milliers de leurs ressortissants fouler le macadam de tels pays dénonçant leur ingérence dans les affaires internes d'Haïti, qui ont favorisé la mise en œuvre du CORE Group, première étape de cette vaste conspiration du monde occidental contre la première République nègre de l'univers.

Ce qu'il faut imputer au CORE Group et consorts

Dans la mesure où le CORE Group, exécutant la feuille de route de Washington, appuyée par les Nations Unies, dans la nomination d'un Exécutif intérimaire monocéphale, d'abord en la personne du Dr Ariel Henry, après l'assassinat du président Jovenel Moïse, la responsabilité de la présente situation d'Haïti repose entièrement sur leurs épaules.

Voici, en effet, ce qu'on reproche à ces entités, qui n'ont même pas levé le petit doigt pour arrêter la descente aux enfers du pays, qui s'est réalisée dans l'espace de quinze mois seulement. Ce qui signifie qu'ils avaient suffisamment de temps pour éviter cette catastrophe, mais tel n'était pas leur objectif.

Même si les premiers bégalements des crises qui ont frappé Haïti commençaient à se faire entendre sous l'administration du président assassiné, c'est à partir du gouvernement mis en place par le CORE Group, donc par la communauté internationale, pilotée par Washington, que les gangs armés ont commencé vraiment à lancer leurs attaques sur le pays. Bien que, selon le rapport de l'ONU, ils

aient déjà pris le contrôle de 80 % de la capitale, en sus d'importantes portions de territoires du département de l'Artibonite, leur conquête d'espaces à Port-au-Prince continuait jusqu'à ce que les autorités haïtiennes aient perdu le contrôle de 15 % additionnels de terrain.

Non content d'avoir dirigé des attaques récurrentes sur Kenscoff ayant occasionné plus de 280 décès en deux mois, selon l'expert des Nations Unies en droits humains, les malfrats ont pu, presque en même temps, mené des assauts, sur le département du Centre, frappant tour à tour Saut d'Eau et Mirebalais, dont les garnison ont été chassées de leurs commissariats. Les autorités politiques et policières n'ont pas donné de précisions relatives à ces deux attaques, gardant le flou



Jean-Bertrand Aristide, initiateur des premiers gangs armés, de leur nom initial organisation populaire³Δ.

sur ces incidents. La situation ayant forcé les journalistes à rester loin de ces théâtres de conflit, seules des informations fragmentées ou incomplètes des dirigeants sont parvenues aux oreilles du public.

Le porte-parole de l'institution a annoncé les faits selon lesquels une attaque « meurtrière », en représailles contre les envahisseurs du commissariat de Mirebalais ayant mis en fuite les policiers qui s'y trouvaient cantonnés, les forçant à se replier à quelque cinq kilomètres de leur installation. On se demande comment expliquer la décision d'attaquer des installations qui ont été incendiées, lors d'un retour des criminels au commissariat, qui



Ariel Henry, un autre successeur engagé dans le programme de son prédécesseur, Jovenel Moïse.

avait été précédemment attaqué; et sans penser à diriger un assaut opportun sur des criminels réfugiés dans un espace proche.

Désormais aguerris, les criminels, sachant que les policiers, qui appartiennent à des brigades spécialisées réputées militairement bien entraînés, savent que les forces de l'ordre haïtiennes ne sont pas nécessairement suffisamment préparées pour leur tenir tête, ni d'avoir des stratégies pour les combattre, ils n'ont donc aucune crainte à répéter leurs attaques contre des cibles déjà visitées à plusieurs reprises. Comme Kenscoff et ses communes sur lesquelles ont été menées des attaques aux cours desquelles des centaines de personnes ont été tuées, en sus de nombreuses résidences incendiées ou de résidents kidnappés. Aussi bien que des douzaines de rési-

dences incendiées.

Depuis déjà quelques jours, les bandits perpétrent leurs assassinats de policiers et de militaires haïtiens au quotidien. Le mardi 21 avril, par exemple, trois militaires ont été tués et cinq autres grièvement blessés. Les informations disponibles ont fait savoir qu'ils sont sortis victimes d'un piège que leur avaient tendu des gangs de la coopération « Viv Ansanm ».

Il faut dire également que ces attaques récurrentes de bandits contre les zones déjà prises pour cibles sont perpétrées après que les porte-paroles de la Police diffusent des rapports faisant état de « plusieurs morts », dans les rangs des bandits, sans en jamais spécifier le nombre. Il semble que les gangs aient une source inépuisable d'hommes, d'armes et de munitions.

Mais une question se pose : comment se fait-il que les forces de la PNH, qui manquent d'armes et de munitions, ainsi que de véhicules blindés adéquats pour riposter contre ces envahisseurs ou mener des actions musclées à succès à leur rencontre, ou des opérations vraiment musclées contre les malfrats sont dotées de moyens illimités pour réprimer violemment des manifestations pacifiques lancées par des citoyens exigeant que soient définitivement maîtrisés les criminels, et que la paix et la sécurité soient durablement rétablies sur toute l'étendue du territoire.

Il importe de rappeler aussi que les départements des Nippes, du Sud-Est, des Nippes, du Sud-Est et du Sud-Ouest jouissent d'un calme et de paix totale, parce que le commissaire du gouvernement des Nippes, territoire qu'il faut traverser pour atteindre le Grand-Sud, est protégé par ce dernier. Bien qu'il ait, voilà 21 ans, plus de deux ans, mis au défi, les malfrats qui oseraient pénétrer dans son territoire ou d'atteindre le reste des autres départements, pour y installer des bases de gangs, atterrir, très tôt, dans un cercueil. Et, depuis lors, aucun malfrat, en provenance de Port-au-Prince, se dirigeant vers le Grand Sud, n'a pu réussir à traverser, sans encombre, le département des Nippes juridiction de Me Muscadin. Ceux qui n'ont pas voulu s'identifier, à la demande des autorités locales, ou qui ont engagé des tirs contre les autorités, n'ont pas survécu à leurs blessures. Depuis que des hommes illégalement armés se trouvent aux prises avec les autorités des Nippes, pas moins d'une vingtaine des criminels ont été exécutés. C'est pourquoi, un peut partout, en Haïti, les citoyens ne cessent de demander que Jean Ernest Muscadin soit installé à la tête du gouvernement, afin de mettre les gangs armés au pas.

Alors, doit-on encore demander, qu'est-ce qui empêchait les autorités politiques et policières de Port-au-Prince d'avoir eu recours aux méthodes de Jean Ernest Muscadin ? Dans ce cas, comment doit-on définir l'attitude des dirigeants de la capitale, qui ont en leur possession les caisses de l'État et qui s'en approprient à leur guise ?

Tout compte fait, il est plus que juste de rendre la communauté internationale responsable de ce qu'est devenue la PNH aujourd'hui. C'est, d'ailleurs, ce qu'a proclamé l'ambassadeur de la Grande Chine, lors d'une réunion spéciale sur Haïti au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Lors de cette réunion spéciale, l'ambassadeur permanent de Chine, auprès de l'ONU, Fu Cong, le lundi 21 avril, a accusé les États-Unis d'appuyer une série de gouvernements intérimaires, en Haïti, en sus de les présenter comme « responsables des agissements des gangs armés ». M. Cong critique également l'administration de Donald Trump d'avoir imposé des tarifs de l'ordre de 10 % sur les produits haïtiens, un pays voisin des États-Unis, le plus pauvre de l'hémisphère occidental.

Plus encore, dans son discours, le diplomate chinois a lancé de graves accusations à l'égard de Washington, en déclarant que les États-Unis sont le « cerveau » de la présente crise, pour, ensuite, déclarer qu'ils sont le « leader de facto » de cette situation, avant de fuir leurs responsabilités.

L.J.

CE QUE JE PENSE

Go and stop ou le dilatoire diplomatique de Macron

Par Pierre Robert Auguste

Il faut le lui reconnaître. Un courage moral, un peu de grandeur intellectuelle. Au président français Emmanuel Macron de s'aligner sur une évidence historique, qui fait encore mal dans certains secteurs étrangement pensants de la France politique actuelle, tu multueuse et fragmentée : les 150 millions de franc or exigés d'Haïti sous la menace de canons meur-

triers par son aïeul le roi Charles X constituent une injustice inique, une stratégie d'entrave économique contre la première et jeune République noire du nouveau monde, vingt-et-un ans après son indépendance gagnée fin 1803 et proclamée 1er janvier 1804 aux Gonaïves sur les armées napoléoniennes, la première puissance militaire d'alors. Un premier pas, « *déclat de la lucidité historique* ». C'est le go dans le langage améri-

cain, à la seule différence qu'aller, allez, allons impliquent des nuances très fines.

À l'écoute du monde, Macron annonce la formation d'un comité. Encore un énième avec mission identique. S'il faut souhaiter un élargissement équilibrant de ce comité avec des têtes authentiquement haïtiennes, compétentes et représentatives, on ne devra sous-estimer la portée et la dimension de l'acte présidentiel français

du 17 avril 2025. Il est un acte unilatéral qui ferme les possibilités de négociation et ouvre la voie des arrangements. C'est le stop. Arrêt qui peut être attendu, lieu de croisement ou de rencontre. Possiblement renvoi ininterminable. Donc dilatoire diplomatique.

Haïti ne peut se tourner, se retourner de procrastination en procrastination. Réalisme priorisé, on doit reconnaître que le CPT, meute de sybarites prédateurs tue avec son pm l'Etat, détruit la nation, décompose la société. Vie de chacal. Vie de chaconne. Normalement vie de terrorisme comme on la subit par châtiment de la lâcheté

Haïti doit prendre en compte d'aller vite, de se donner trois mois avant le prochain 14 juillet pour ficeler avec la France de

Macron des arrangements indispensables à son développement global durable pour la dotation bien concertée en infrastructures, superstructures, équipements, ingénierie financière et immatérielle dans le cadre d'une équitable coopération indiscutable.

En 2027, Macron aura bouclé son mandat

Même si Voltaire avait sa participation dans l'économie coloniale de Saint Domingue, on peut lui emprunter cependant cette pensée : « Il y a quatre manières de perdre son temps : « *Ne rien faire, ne pas faire ce qu'on doit faire, le mal faire, le faire à contretemps* ».

Carpe diem ~ ! (Aujourd'hui et non demain !).

Gonaïves le 17 avril 2025

PRA

« Macron en comédien de l'Histoire, Fritz A. Jean en valet du néocolonialisme »

Par Hugues Célestin *

Le mois de juin prochain marquera la première année depuis le passage de notre ami et frère Louis Magloire, figure emblématique de la localité Cadush et de « La kou Bois Gradys » vers l'autre rive. Ce matin-là, de très bonne heure, nous étions trois : Tcholit Valcourt, Jean-Michel Magloire et moi-même à prendre la route vers le centre-ville de Limonade. Le rendez-vous avait été fixé au bar Ti Bambou, juste en face de la Place Sainte-Anne, à deux pas du commissariat communal. Nos invités nous y attendaient déjà. Jaccin Saint-Armand, fidèle serviteur du « *Lakou Cerca Dorno* », et son cousin Obéi, initiateur de cette rencontre singulière. Venus de Bois de Lance, ils avaient emprunté des chemins devenus impraticables, défoncés par la saison des pluies et par les lourds camions exploitant sans relâche les carrières de sable de la rivière qui irrigue les terres fertiles de la section.

Autour de quelques verres de jus de citron, soigneusement préparé selon la recette traditionnelle de la limonade, accompagnés de cassave au *cocoyer*, de pistaches (arachides) grillées et de figues mûres. Nous échangeons des paroles à voix basse, la conversation s'est doucement engagée sur les misères du moment. Des champs de patates douces et d'ignames ravagés par un parasite

; la récolte de cacao détruite par les rats ; les citrus, encore et toujours, en voie de disparition ; la recrudescence alarmante des vols de bétail dans les sections communales...

Le ton s'est ensuite alourdi. Nos hôtes ont évoqué la gangstérisation rampante du Nord, notamment à Limonade et à Quartier-Morin, où des groupes armés s'emparent de terres paysannes, détruisent les plantations, puis revendent à prix d'or ces espaces à ceux fuyant les milices de la capitale. Ces bandes ne sont pas de simples brigands, elles sont les relais territoriaux d'un banditisme du Conseil présidentiel de transition (CPT), désormais démasqué, qui domine Port-au-Prince, l'Artibonite et le Plateau Central. Pour Obéi, comme pour nous, c'est cela, aujourd'hui, le quotidien de la paysannerie, plongée dans un enracinement profond de la dépossession.

À ce tableau de douleurs rurales s'ajoutait notre mission du jour : préparer la cérémonie « *Kase Kannari* » en hommage à Louis Magloire. Jaccin en serait l'officiant et une neuvaine de prières devait être menée par le « *père savane* », Siliosin Barthélémy. Dans la tradition haïtienne du vodou, « *Kase Kannari* » constitue un moment de haute solennité, une rupture rituelle marquant la séparation irréversible entre l'esprit du défunt et le monde des vivants. Ce rite libère l'âme des

attaches terrestres, lui permet de quitter les limbes et d'emprunter le chemin vers Ifé, en Guinée, dans le royaume des Alladas, là où résident les ancêtres et où certains, deviennent « *hwa* ».

C'est à cet instant précis, alors que le silence retombait lentement autour de notre table, qu'Edy Lagredelle, propriétaire du bar, alluma discrètement son téléviseur. Le son était faible, presque imperceptible, mais les mots résonnaient avec violence. Le président du Conseil de protection des truands (CPT), Fritz A. Jean, s'adressait à la nation. Dans un ton feutré, presque liturgique, il évoquait les 150 millions de franc-or arrachés par Charles X en échange de la reconnaissance de l'indépendance d'Haïti par la France. Ce jour-là, sous la lumière vacillante du bar Ti Bambou, alors que nous honorions nos morts, les vivants, une fois encore, trahissaient.

1825-2025 : Deux siècles de servitude camouflée

Le 11 juillet 1825, sous la menace d'une escadre française mouillant à Port-au-Prince, les autorités haïtiennes, soumises, signent l'ordonnance royale imposant le paiement de 150 millions de franc-or aux anciens colons. Cet acte, sous la présidence de Jean-Pierre Boyer, marque une trahison des idéaux de 1804. Ce chantage impérial a jeté les bases structurelles

du sous-développement d'Haïti, dont les conséquences persistent. Dans son discours, à l'occasion du bicentenaire de cette rançon, Fritz A. Jean ne fait que reconduire l'esprit de soumission. Son message est un certificat de docilité adressé aux puissances tutélaires, pendant que les masses sombrent dans la faim, fuient les violences des gangs-milices, tandis que les élites pactisent. Aucune rupture, aucun projet de reconquête, aucun sursaut de dignité. Il s'inscrit dans une lignée de compromissions : Boyer, en 1825, Lescot, en 1941, Martelly en 2011, Fritz A. Jean et CPT, en 2025. Tous ont troqué la souveraineté contre la reconnaissance des maîtres.

Car, que disait Fritz A. Jean, l'acceptation calme, presque administrative, d'un vol historique ? Que proposait-il, une réparation morale abstraite, un dialogue poli avec les institutions françaises et régionales, sous prétexte que le moment serait venu ? Mais enfin, de quoi parle-t-on ? Deux siècles d'humiliation, de spoliation et de désordre organisé et l'homme qui aspire à présider aux destinées de la nation s'exprime comme un fonctionnaire d'Organisation non gouvernementale (ONG). Aucun rappel des circonstances iniques dans lesquelles ce chantage colonial a été imposé à un peuple libre.

Ce n'est pas le peuple haïtien qui a consenti à cette rançon, mais une élite « *comprador* », infidèle à l'idéal révolutionnaire de Des salines. En 1825, dans leurs palais, dans la discrétion de leurs salons, le général Boyer, les parlementaires d'alors, la bourgeoisie marchande de Port-au-Prince ont troqué l'indépendance contre le confort illusoire de la reconnaissance. En agissant ainsi, ils ont piétiné l'acte fondateur de 1804.

Dessalines proclamait : « *Nous avons osé être libres, osons l'être par nous-mêmes et pour nous-mêmes* ». Eux ont préféré vendre l'âme de la nation pour quelques certificats de respectabilité délivrés par les maîtres d'hier.

Le cynisme élevé au rang d'art diplomatique

La posture actuelle d'Emmanuel Macron ne diffère en rien du cynisme calculé de ses prédécesseurs. Il reconnaît l'injustice uniquement pour mieux l'ensevelir. Par un habile tour de passe-passe historique, il ose, en 2025, admettre que « *Faire payer à Haïti le prix de son indépendance était injuste* ». Quelle soudaine lucidité, quelle coïncidence commode ! Mais cette reconnaissance tardive ne sert qu'à redorer le blason d'une France colonialiste qui, sous des formes renouvelées Fonds monétaire internationale (FMI), Organisation des Nations Unies (ONU), Missions de « *stabilisation* », continue d'écraser le peuple haïtien sous le poids d'une dette, à la fois morale, économique et politique.

Une note de l'Élysée prétend offrir un « *regard lucide* » sur le passé, sans rien proposer de concret. Le CPT s'incline et remercie. Le peuple, lui, s'effondre : faim, insécurité, écoles désertées, paysannerie dépossédée. Pendant ce temps, les élites participent à des symposiums diplomatiques vides de sens et de mises en scène protocolaires. C'est une indignité.

Une farce géopolitique bien huilée

Le discours d'Emmanuel Macron n'est pas une main tendue, mais une giflette diplomatique pour assurer la permanence des intérêts occidentaux au cœur des affaires

Suite en page 7

HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.



Suite de la page 12

u'à récemment, même avec deux pays organisateurs Japon- Corée 2002, on en resta à 24 équipes, puis à 32, pour arriver à cette prochaine édition 2026. Ou aura 48 pays en phase finale, soit une augmentation énorme. Il est vrai que de plus en plus de pays sont intéressés à organiser l'événement, et comme on en est à un rythme quadriennal (une édition tous les 4 ans), il y'a donc une véritable inflation dans le nombre des candidatures. Puis il est important de noter que le football a fait d'énormes progrès, atteignant un niveau de développement intéressant sur tous les continents. C'est donc, pour le football, une évolution normale, puisque, non seulement la compétition rapporte beaucoup, sur le plan financier, mais aussi, permet aux pays organisateurs de réaliser des progrès énormes dans tous les domaines, apportant aussi une grosse visibilité mondiale et d'énormes avancées en infrastructures générales.

En effet, cela demande des investissements importants, en infrastructures, pour répondre à l'affluence de touristes étrangers, dont le pays organisateur va bénéficier longtemps, après l'événement et dans tous les domaines.

Déjà, en 2026, trois pays accueilleront l'événement, même si les USA seuls a les moyens d'organiser l'événement ayant tous les atouts et les ressources nécessaires pour accueillir une manifestation, un événement de cette ampleur.

Pour 2026, il y aura donc 48 pays, soit le quart du nombre de membres affiliés que compte la FIFA (211 pays membres).

La première conséquence est qu'un pays qui n'arrive pas à se qualifier pour ce Mondial-2026 essuie un échec cuisant et ne peut,

nullement et logiquement, se considérer comme un pays de football. Autant dire, qualifier son équipe nationale pour une Coupe du monde ne peut plus être considéré comme un exploit, voire une performance historique, donc n'est plus un fait historique. Ainsi, pour notre zone, la CONCACAF, il y aura huit représentants avec l'avantage en plus, le fait que trois des plus solides concurrents de la zone sont qualifiés d'office comme pays organisateurs, donc un parcours plus facile, plus commode pour les membres de la commande. N'empêche que cette augmentation du nombre de pays qualifiés et l'absence de trois témoins ont accru l'ambition et l'appétit de toutes les fédérations, y compris des « petits poucets » de notre zone, qui y voient une opportunité à exploiter, donc se préparant avec acharnement. Sur tout, et fait crucial, pour tous les pays, potentiels concurrents d'Haïti, c'est une catastrophe, car tous les pays membres de notre CONCACAF possèdent une nombreuse diaspora, bien établie dans ces trois États du Nord. Au tant, c'est comme si ce Mondial va se jouer chez eux, car ils ont des millions de leurs compatriotes, comme si ces sélections vont jouer à domicile, dans des stades remplis de leurs compatriotes-supporters. ! Inouï !

Haïti, depuis plusieurs années, a pris une dimension supérieure dans la région, étant même, de puis le début de la décennie 2010/2020, dans une position parmi les quatre « têtes de série ». En plus de cela, nous étions en pleine et constante ascension dans l'objectif de devenir constamment plus compétitif, donc franchissant des étapes supérieures, de nous tester et nous mesurer à des adversaires plus relevés, de nous déplacer en dehors de notre confédération, de

voyager loin de notre région, de continent en continent, de nous mesurer avec des sparring-partners sur tous les continents, rencontrer des adversaires plus huppés, pour progresser. Haïti s'est qualifié ainsi pour la Copa America du Centenaire, en 2016, ce qui a été historique. Sur la lancée, Haïti a osé tenir tête au géant de la zone, le Mexique, et des observateurs ont trouvé injuste notre élimination de la Gold Cup-2019, par le Mexique, sur un penalty imaginaire, lors des prolongations. Et lors de cette décennie historique, Haïti a eu l'honneur de se mesurer à de grands du football : Brésil, Argentine, Uruguay, Italie, Espagne, Japon, Chine, Colombie, Espagne, Italie, alors qu'avant, cette période, la seule fois que notre équipe nationale avait joué en dehors de la zone et du territoire de la CONCACAF c'était lors du Mondial 1974. Parallèlement, depuis cette période 2000/2020, Haïti a pu, comme tous les grands pays de football, engager des coaches de renom, de grands de pays de pointe du football, des Argentins, Brésiliens, Colombiens, Péruviens, et surtout des Français, qui nous ont beaucoup apportés. En principe, à part quelques individualités, notamment Jeff Louis, Bazile, Mesack, Belfort, D. Guerrier, atteints par la limite d'âge l'ossature de l'équipe nationale senior, avec une expérience enrichie par l'âge, est quasiment la même, sauf — et c'est le motif du doute —, car depuis la crise, qui a détruit la solide structure technique et administrative, patiemment mise en place, et suite à la destruction des structures, causée par des employés achetés par les barons de la drogue et les politiciens, la sélection, qui jouait souvent et contre de solides adversaires, a perdu l'élan de la décennie précédente,

ne s'est plus mesurée à des adversaires de poids et de haut niveau, si bien que cette équipe n'a pu dépasser le cap du premier tour de la récente Gold Cup, et a été éliminée tôt dans les éliminatoires du Mondial Qatar 2022. Malheureusement, alors que nous nous approchons de la dernière ligne droite de la course au Mondial 2026, aucun stage de haut niveau, et même aucun adversaire de poids n'est annoncé dans la phase de préparation prévue pour l'été.

Pourtant, compte tenu du contexte, Haïti doit tout faire pour se qualifier à ce Mondial, à un moment où les Haïtiens sont en proie à tous les malheurs aux USA, depuis l'arrivée du nouveau gouvernement américain en place, cela bien avant son arrivée au pouvoir.

Un élargissement de la Coupe du monde 2030 à 64 équipes est à l'étude, après une demande de l'Amérique du Sud. En été 2026 prochain, 48 équipes participeront à la Coupe du monde 2026. 32 avaient disputé le Mondial 2022, au Qatar.

La Confédération sud-américaine a officiellement demandé plus de nations pour 2030. Un projet pour une augmentation du nombre de pays participants à la phase finale de la Coupe du monde 2030 sera soumis sans doute à la FIFA prochainement.

Le président de la Confédération sud-américaine de football, la CONMEBOL, a officiellement demandé qu'il y ait 64 nations pour l'édition 2030.

Dans cinq ans, la Coupe du monde 2030 aura lieu, et fêtera son 100e anniversaire. Un événement historique, que la Confédération sud-américaine aimerait rendre inoubliable. Comment ? En réalisant un Mondial à 64 nations, du jamais vu dans l'histoire du football !

Le président de la confédération a officiellement fait la demande à la FIFA. « Nous proposons, pour une seule fois, de porter l'édition du Centenaire à 64 sélections, sur trois continents, en simultané, pour que tous les pays puissent vivre l'expérience d'un Mondial », a lancé Alejandro Dominguez, lors du 80e Congrès de la CONMEBOL. Pour rappel, si la Coupe du monde 2030 se tiendra, majoritairement en Espagne, au Maroc et au Portugal, mais quelques rencontres sont également prévues en Argentine, au Paraguay et en Uruguay, pays vainqueur de la Coupe du monde 1930.

En attente de décision de la FIFA

Evidemment, le dernier mot dans cette affaire appartiendra à la FIFA, qui organise le tournoi. Pour l'heure, il est difficile de savoir ce que Gianni Infantino, président de l'instance, pense de cette idée, même si celle-ci avait déjà été mise en avant par Ignacio Alonso, président de la Fédération uruguayenne de football.

Un élargissement de la Coupe du monde 2030 à 64 équipes, à l'étude, après une demande de l'Amérique du Sud. L'été prochain, 48 équipes participeront à la Coupe du monde 2026. 32 avaient disputé le Mondial 2022 au Qatar. La Confédération sud-américaine a officiellement demandé plus de nations pour 2030.

Dans cinq ans, la Coupe du Monde 2030 aura lieu, et fêtera son 100ème anniversaire. Un événement historique, que la Confédération sud-américaine aimerait rendre inoubliable. Comment ? En réalisant un Mondial à 64 nations, du jamais vu dans l'histoire du football.

J.B.

MICHEL LEGROS' LETTER

An Open Letter to the Secretary General of the United Nations

In light of the security crisis in Haiti threatening not only the existence of the nation, but affecting the whole region, the United Nations which, apparently, seems concerned, has been found lacking in its approach to help Haitians solve the problem, exacerbated by the armed gangs on the verge of taking full control of Haiti's capital. It's an open letter addressed to António Guterres, the Secretary General of the world body.

In a letter dated April 11, Michel Legros, "Sitwayen pou respè Konstitisyon" (Citizen for the respect of the Constitution, tells it like it is, and we feel com-

elled to publish it in full. Written in French, we're responsible for the English translation:

"Secretary General António Guterres, United Nations, New York, U.S.A.

"Subject: The United Nations approach to the security crisis in Haiti

"Dear Secretary General, "The situation in Haiti is deteriorating at an alarming rate. Today, despite the presence of the Multi-National Security Support Mission (MMAS), nearly 90% of the capital is under the control of armed groups. This week again, extremely violent massacres were committed at

Saut d'Eau and Mirebalais, communities they still occupy militarily, as we write to you.

"In this dramatic context, an UN-supported strategy of sending a multinational mission of 2,500 men at an estimated annual cost of \$350 million—seems totally inadequate to the realities on the ground and of urgent needs.

"Such an expense for a rather limited deployment cannot meet the gravity of the situation that the Haitian people are experiencing.

"Obviously, a sum ten times less would allow the set-up of a Haitian force of 5,000 men prop-

erly trained and well equipped capable of restoring long-term security, while respecting our national sovereignty. By relying on Haitians themselves, with their knowledge of the land and their willingness to defend their country, real and long-lasting results would be achieved.

"To the contrary, the current approach only prolongs dependency, instability and despair.

"I suggest that you reconsider the current strategy, in favor of solutions that place Haitians at the heart of restoring their own security.

Michel Legros, Sitwayen pou

respè Konstitisyon at pourespèkonstitishon@gmail.com

ADDENDUM

To be noted: Mr. Legros alerted ambassadors of nine countries represented at the U.N., by sending them a copy of the letter to the Secretary General. They are, in this order: U.S.'s Elise Fanik, Russian Federation's Vasily Nebenzya, Popular Republic of China's Zhang Jun, France's Nicolas Rivière, United Kingdom's Barbara Woodward, Brazil's Ronaldo Costa Filho, Mexico's Juan Ramón de la Fuente, Nigeria's Tijani Muhamad-Bande and Algeria's Sofiane Mimouni.

DÉMISSIONNEZ !

Lettre émouvante de Raoul Denis Jr. aux autorités haïtiennes !

Lettre ouverte au CPT, au Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, son gouvernement, à la PNH (Police nationale d'Haïti), aux (Forces Armées d'Haïti), FAd'H, aux Kenyans et à tous les autres

Par Raoul Denis *

Madame, Messieurs du CPT,

Monsieur le Premier ministre sans mandat,

Mesdames et messieurs les ministres,

Messieurs les hauts gradés de la Police nationale et des Forces Armées d'Haïti,

Je vous écris avec la rage au cœur, le vomi au bout des lèvres et les poings serrés.

Le 16 avril, comme des millions d'Haïtiens, j'ai regardé le dispositif militaire et policier disproportionné, que vous avez déployé pour empêcher une imposante manifestation citoyenne me

née par le commandant « Sa muel » du Canapé-Vert.

C'était un mouvement pacifique, portant les cris de colère et de désespoir de personnes qui ont atteint leur limite. Une foule debout avec dignité réclamant, pour une énième fois, la protection de ce gouvernement. Et pourtant, votre force de sécurité « privée » était prête à écraser cette manifestation avec ses bottes, ses casques, ses gaz lacrymogènes et ses armes.

Nous n'avons jamais vu une telle force déployée à Carrefour-Feuilles, au Bel-Air, à Delmas, à Mariani, à Canaan, à Martissant, à Savane Pistache, à Tabarre, à Ken

scoff, à Mirebalais... là où vos patrons indirects, les gangs, règnent



Raoul Denis

depuis des mois en toute impunité, dans le sang, la terreur, le viol,

et le feu.

Mais, quand il s'agit de protéger votre sale petit confort, vos véhicules blindés et vos fauteuils volés de la Villa d'Accueil, grâce à vos « Quatre bons amis » et la CARICOM, là, vous êtes prêts à tout ! À tirer sur le peuple. À marcher sur des corps. À donner des ordres criminels. Vous déployez alors toutes les ressources de la nation, non pour servir, mais pour vous servir.

Vous êtes à vomir.

Vous êtes la honte de cette nation.

Vous êtes une insulte vivante à la mémoire de ceux qui sont morts pour que ce pays soit libre.

Êtes-vous tous issus d'un seul ancêtre ? Conzé ? Votre trahison semble génétique.

Quand il s'agit de protéger vos privilèges, vous devenez soudainement brillants, organisés, disciplinés, stratégiques. Mais face aux massacres à répétition, aux pillages, aux femmes violées en série, aux enfants enterrés dans la terreur, vous êtes lâches, abjects, silencieux. Non, pire : vous êtes complices. Parce qu'on ne laisse pas un pays brûler si on ne fait pas partie des incendiaires.

Pendant que des familles déplacées font leurs besoins à 25 gourdes le sachet, vous, comme neuf vilains petits canards suivant votre mère l'Oie, vous chiez sur votre passage, à mesure que vous vous gavez de ce qui ne vous appartient pas.

Et maintenant que vous avez voté un budget de guerre, décrété un État d'urgence, j'ose poser la question suivante :

Est-ce pour briser l'échine des gangs, ou pour briser davantage celle du peuple ?

Est-ce pour reconquérir les territoires, ou pour mieux livrer ceux des autres départements ?

Est-ce pour servir la République, ou pour continuer à nous imposer votre république de coquins ?

Démissionnez ! C'est l'unique geste patriotique que nous vous demandons.

Alix Didier Fils-Aimé, tu es en train de traîner dans la boue le nom de ton père, Alix « Boulon » Fils-Aimé.

Lui, n'aurait jamais accepté de se compromettre ainsi avec des filous aux dents longues.

Tu fais le déshonneur de ta famille, Fils-Aimé fils. Démissionne, la nation t'en sera redevable.

Et vous tous de ce gouverne-

ment, démissionnez, avant qu'il ne soit trop tard pour vous. Le peuple a aussi son tribunal, et l'Histoire retiendra vos noms dans ses pages les plus abjectes.

Hauts gradés, recevez ici la plaque d'honneur de la trahison à la nation.

Rameau, Haïti a compté sur toi l'espace de deux rafales de kalach. C'est dire à quelle vitesse s'est envolée la confiance.

Mario Andrésol, tu reçois ici la palme de la déception.

Ton image de policier rectiligne est en train de pâler plus vite qu'un flash de caméra. Fous le camp de ce merdier puant, il est presque trop tard !

Autorités kenyanes, le geste le plus noble que vous puissiez faire maintenant, c'est de rappeler vos troupes inutiles et de placer le reste du magot de votre magouille sur un compte (au Burkina Faso de préférence), au nom du futur gouvernement haïtien honnête, accepté, porté et protégé par le peuple !

Leaders politiques du 20e siècle, pendant 40 ans vous nous avez menés dans le désert politique le plus abject. Vous avez conduit le peuple haïtien à son Kanaan. Nous sommes au 21e siècle, cédez la place à ceux qui comprennent ! Votre date d'expiration approche ou est déjà arrivée.

Et vous, « héros » fantômes, où êtes-vous ?

Les Guy Philippe, les Dimitri Hérard, et tous les guerriers 5G des réseaux sociaux ? Le peuple meurt, son sang se déverse dans toutes les rigoles de l'Ouest et du Centre, pendant que vous vous regardez le nombril, la main sur le téléphone. Votre silence est une gifflé. Votre perte de temps, une trahison.

Courage, et bravo, KOMANDAN SAMUEL. La nation t'accompagne, Dieu est avec toi !

Cette lettre est une claqué.

Un crachat.

Un vomi.

Un avertissement.

SOUS LE REGARD DES

TRÈS-HAUTS,

le peuple n'a plus peur.

Le peuple est en colère.

Et quand la colère déborde,

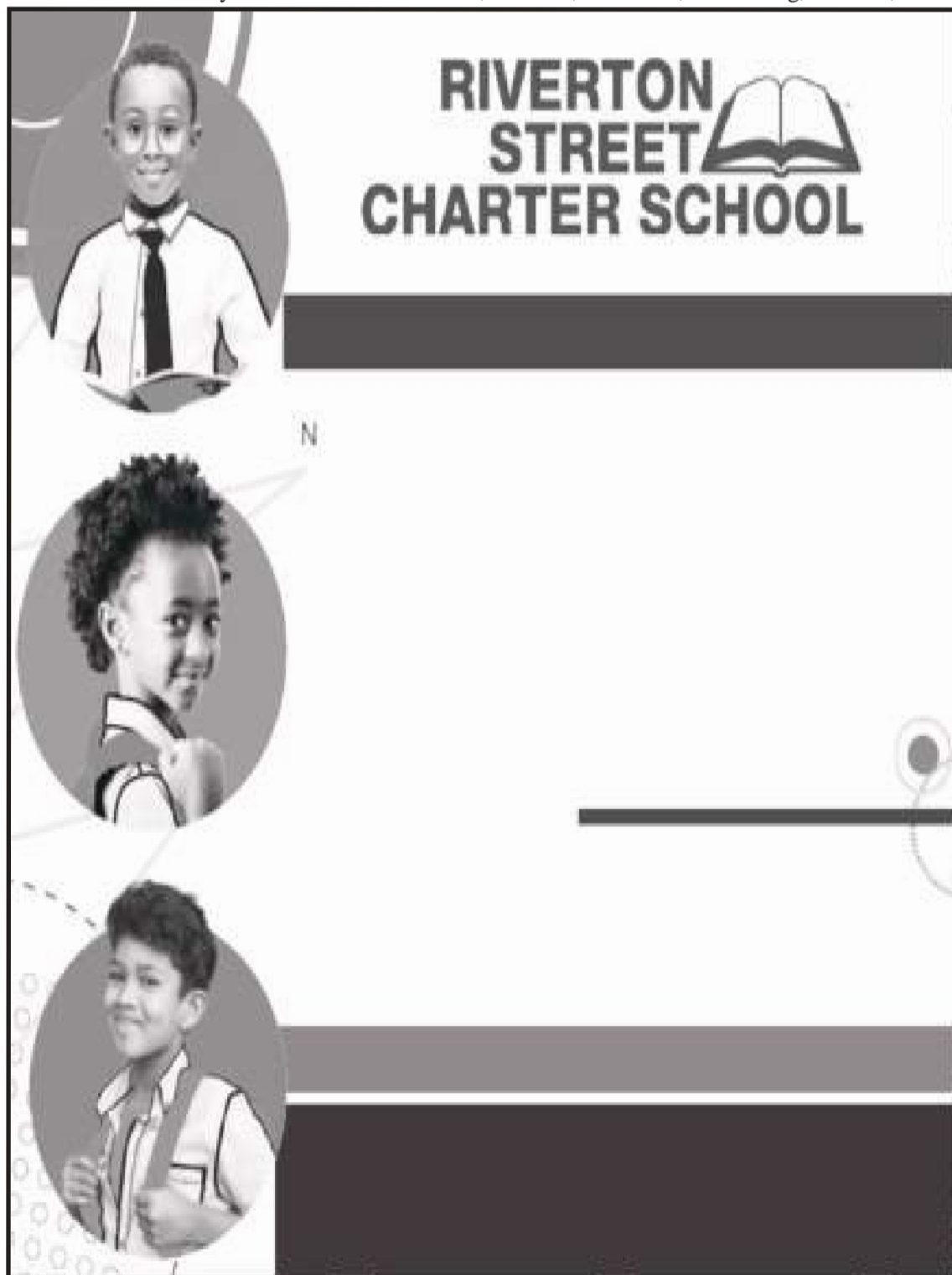
les digues sautent.

18 avril 2025

* Raoul Denis Jr

Artiste musicien

Défenseur des Droits d'auteur



GRENN PWONMENN

Li pa janm twò ta pou fè sa k byen. Veye yo !

Dat 17 avril la, jedi semèn pase a, te fè 200 lane, jou pou jou, depi Ayiti te sibi youn gwo pinisyon, ki afekte peyi a jouk jounnen jodi a. Se jou sa a, wa peyi Lafrans, ki te rele Chal X (10) te deklare Ayiti dwe Lafrans 150 milyon fran ann ò pou tou sa peyi l te sibi apre zansèt nou yo te bat lame franse a, ki te konsidere kòm pi gwo lame lè sa a. Vwala ke nan menm dat 17 la, jedi pase, prezidan franse a, Emmanuel Macron, rekonnèt ke se te youn gwo fado pou ti nasyon an ki te fèk etabli. N ap tounen sou sa pi devan.

Se pa ti jwèt lè wa franse a te voye youn detachman bato lagè ak gwo kanno nan larad Pòto prens, pou fòse Prezidan Jean-Pierre Boyer siyen ke Ayiti dwe Lafrans tout lajan sa a pou tou sa Lafrans te pèdi ann Ayiti, ki te koloni pi rich ke Franse yo te genyen. Lajan pou Ayiti te peye a, 150 milyon fran ann ò, te kouvri tout esklav Lafrans te pèdi yo tou.

Se premye fwa nan listwa ke ekip ki te gen lagè a t oblije peye lòt la, ki te pèdi. Paske se nan gwo batay *Vertières* a, toupre Okap Ayisyen, nan dat 18 novanm 1803, ke zansèt nou yo, ansyen esklav ki te fòme sa yo rele « *L'Armée indigène* » nan , te bat lame Napoleyon Bonapat la, ki te konsidere kòm pi gwo lame lè sa a. Epi le premye janvyè 1804, Ayiti te deklare endependans li, premye repiblik nasyon nwa sou latè ki te kreye.

Y ap trase youn egzanp sou Ayiti pou anpeche esklav lòt peyi fè menm bagay la

Lafrans ak lòt peyi ki te gen esklav toujou te konsidere Ayiti kòm youn menas. Yo te krenn pou lòt esklav pa t vin suiv egzanp Ayiti a. Alò, Roi Franse a te deside trase youn egzanp, li flank youn chay ekonomik sou do Ayiti, ki te pral anpeche peyi a vin youn egzanp pou lòt yo. Se konsa Ayiti, jouk jounen jodi a, gen non « *Peyi pi pòv nan emisfè a* », sètadi nan zòn tout Lamerik la, epi youn nan sa yo ki pi pòv sou tout latè. Kan menm, se Ayiti ki te ede anpil peyi

vin lib, sitou nan Lamerik la tin , kote Simon Bolivar te libere youn bann peyi, tankou Vene zwa la, Kolonbi, Ekwatè ak lòt toujou, apre li te vin wè prezidan Alexann Peyon, ann Ayiti, ki te ba l tou sa l te bezwen —bato, zam e memnm kèk konbatan—pou l te chase esklavajis peyi Lespay yo epi deklare endependans tout peyi sa yo.

N ap tounen sou gwo pinisyon Ayiti te sibi a epi sa k sot pase semèn pase a. Kòm mwen deja eksplike kijan Roi peyi Lafrans te fòse Ayiti peye sa yo rele « *la Double dette de l'indépendance* », mwen p ap vin sou tout detay sa yo ankò, eksepte pou m di kesyon « *double dette* » la, sè ke Ayiti, ki pa t gen lajan pou peye echevans yo, t oblije prete lajan nan youn bank franse, dekwa pou otorite lakay yo te kòmansè fè peyman yo. E sa te kontinye jouk nan lane 1947, lè peyi a te fin peye dènye santim nan. Menm mwen menm, ki te ti mounn nan lekòl nan lane 1946, te patisipe nan peye dèt la, avèk ti 25 kòb pa m. Paske prezidan Dimase Estime te lanse youn mouvman pou fin peye rès dèt la. Te gen youn ti chante yo te konn chante lè sa a, menm nan lekòl yo : « *Payons les 5 millions !* » (Ann peye 5 milyon dola yo !) Epi yo te mande ti mounn lekòl bay youn ti 25 kòb.

Men Jean-Bertrand Aristide mande renmèt dèt la

Prezidan Jean-Bertrand Aristide se premye chèf Deta ayisyen ki te mande pou Lafrans renmèt Ayiti lajan yo te fòse peyi a peye pou endependans li. Nan dat 7 avril 2003, nan youn seremoni an me mwa 200 lane lanmò Touden Louverture, ki te mouri nan youn kacho prizon an Frans, prezidan Aristide te di li pral mande Lafrans pou « *restitue* », kivedi renmèt Ayiti lajan dèt endependans lan. Lè sa a li te di lajan an ak enterè sa Lafrans te fòse Ayiti peye a te monte 21 milya dola. Gen mounn ki di se sa k fè li te pran dezyèm kou Deta 29 fevriye 2004 la. Petèt se vre, men mwen kwè deblozay

chimè yo t ap fè nan peyi a te lakòz sa tou.

Antouka, pawòl « *restitisyon* » an ak « *reparasyon* » pou Lafrans fè a te vin tounen sa nou rele youn « *cause célèbre* », ke anpil patriyòt Ayisyen te vin anbrase. Men se pa sèl Ayisyen, ki te anbrase kòz la. Pa egzanp, nan mwa me 2022, journal *New York Times* te pibliye youn seri atik diran tout youn semèn sou kesyon an, kote anpil detay te bay sou jan Lafrans te fòse Ayiti bay nan mo vèz kondisyon. Tit atik yo, *Ran som: Haiti's Reparations to France*, te bay



Prezidan KPT ayisyen an Frits Alfons Jean.

anpil detay sou kesyon an. Nou p ap chita sou yo, eksepte pou n di ke, selon kalkil ki te fèt, se plis pase 21 milya dola lajan restitisyon pou Ayiti a te monte. Jan prezidan Aristide te di a.

Men prezidan franse a, Emmanuel Macron, rantre nan won sou koze a

Se jedi pase, jan nou deja di a, ke prezidan Franse a, Emmanuel Macron, te pwofite okazyon 200 lane depi wa Chal X te frape dèt la sou Ayiti, pou l te fè youn gwo deklarasyon, ke nou konsidere tre z enpòtan. Plis pase deklarasyon lòt prezidan franse a François Hollande, ki te la avan Msyè Macron, pandan li te nan peyi Guadeloupe, nan dat 10 me, 2015. Li te di li

rekonnèt Lafrans gen youn « *dèt moral* » anfavè Ayiti, prezidan Macron admèt ke se te « *youn gwo fado pou nasyon an* ». Li pa di anyen sou « *reparasyon* » osnon « *restitisyon* », men li di li monte youn « *Commission mixte, pré-sidée par le Français Yves Saint-Geours et l'Haïtienne Gusti-Klara Gaillard Pourchet* », ki pral travay sou kesyon dèt la, san bay okenn garanti ke l pral renmèt okenn lajan.

Men sa k di sou travay commission an : « *Cette commission devra explorer deux siècles d'histoire, y compris l'impact de l'indemnité de 1825 sur Haïti, d'analyser les représentations et les mémoires croisées de cet épisode entre les deux pays et d'aborder les développements de la relation Franco-Haïtienne* ».

Epi apre travay sa a, ke n kwè pral pran youn bon bout tann, men sa y ap tann nan men Commission an : « *Cette commission proposera aux deux gouvernements des recommandations afin d'en tirer les enseignements et construire un avenir plus apaisé* ».

Atansyon pa kapon, veye yo !

Byen ke gen mounn ki di « *C'est un pas dans la bonne direction* », gen lòt ki di « *Se pale anpil met la, men anyen ditou* ». Kanta pou mesyedam nan Konsèy prezidansyèl tranzisyon an (osnon trayizyon), sa yo rele CPT an franse a, yo te gentan pare pou mache nan kesyon « *Commission mixte* » la. Depi nan dat 15 avril, 2 jou anvan deklarasyon ofisyèl prezidan Macron an, yo te gentan fè chwa pwo fèsè Gutsi-Klara Gaillard Pourchet pou reprezante gouvènman ayisyen an.

Asireman, konseye prezidansyèl yo deja wè kijan yo pral fè lajan ki pa ret ak lajan, lè diskisyon yo rive sou « *reparasyon* » ak « *restitisyon* », epi debousman vin fèt.

Alò, m ap bay pozisyon pa m sou kesyon an. Mwen pa kwè mesyedam sa yo nan CPT a ta fèt pou gen kontwòl sou okenn lajan ki ka debouse pou Ayiti. Yo deja bay prèv pou montre ke yo se youn bann dwèt long. Nou konnen sa k te pase ak 3 konseye yo ki t al mande prezidan bank gouvènman an, Banque nationale de crédit

(BNC), pou l ba yo 750 mil dola, si l vle kenbe djòb li. Eskandal sa a te montre ki klas mounn nou gen alatèt Leta. Tout lòt 6 konseye yo pa t di anyen kont kòlèg yo, menm lè pèp la te mande pou revoke yo. Yo pa t fè anyen. Okon trè, sityasyon an vin pi lèd ak dezyèm eskandal lajan anvan yo gen youn lane opouvwa. Nou tande pale ki sa k pase ak 4 milyon dola lajan kanaval nasyon Fò Libète a, ki te pou fèt nan dat 2-4 mas lane sa a. Apre Premye minis Alix Didier Fils-Aimé te mande minis *Culture et Communication*, Patrick Delatour, pou ranvwaye kanaval la, 8 pami 9 konseye CPT a te pran lajan an four nan pòch yo, 5 mil goud pou chak nan 8 yo ki te nan konbinezon an. Fò m di tou ke yo te separe 600 mil dola nan kòb la bay sèten minis and biznismann ki pwòch yo. Menm sèten gwo politisyen te touche ti moso.

Sa se youn avètisman m ap bay pou lè nou rive sou chapit lajan « *restitisyon* » ak « *reparasyon* » an. Fòk gen youn « *commission* » ki pou anchay li, ak youn gwoup mounn serye ki onèt e respektab, Ayisyen ak Franse. Se yo ki pou apwouve demann yo resevwa pou diferan pwojè, swa pou Edikasyon, Lasante, Travo piblik, epi anpil lò pwojè. Apre debousman fèt, fòk gen suivi, ak rapò chak mwa, sou kijan lajan an depanse.

Se konsa sèlman peyi a ak tout ti sitwayen k ap soufri yo pral benefisye nan lajan dèt ki mete Ayiti kote l ye kounnye a. Men tou, si nou pa t gen youn bann vòlè ofisyèl nan tèt peyi a depi kèk tan, ki te byen fon nan *kòripsyon* ak *enpinite*, nou ta ka byen lwen ak bonjan devlopman peyi a, san lajan dèt la. Nou pa t ap nan pozisyon pou y ap lonje dwèt sou peyi a, ap di « *Ayiti se peyi ki pi pòv nan emisfè a* » youn nan sa k pi pòv sou tout latè. Paske lè gwo otorite yo fin vòlè lajan peyi a, yo chita ap gade w, yo di w : « *Si w kapab vin manyen m !* » Alò, nou dwe « *Veye yo* », epi pare pou n fè sekilfo pou met peyi nou an a sou wout devlopman !

**TiRenn/
Grenn Pwonmennen
nan raljo31@yahoo.com**

LES JOURS DE LA MMAS EN HAÏTI SONT-ILS COMPTÉS ?

L'administration Trump coupe les vivres à la mission du Kenya

Les mauvaises nouvelles arrivent en série à l'ONU...

Suite de la page

drir par la situation d'Haïti, dont la population subit les horreurs des gangs armés, tuant, kidnappant con tre rançon, volant, violant même les filles à bans âges, en sus d'incendier des maisons de famille, des im meubles logeant des entreprises, pillant des hôpitaux, des hôtels, des écoles, des pharmacies, dont les plupart sont également pillés.

Il faut signaler que, malgré cette importante contribution à ce fonds, dont se charge l'ONU, l'administration de Donald Trump semble réellement tourner la page sur la MMAS. Pourtant, les autorités améri-

caines ont mis l'accent sur la nécessité de coordination efficace entre les différents partenaires, dans cette mission, dont le BINUH, la MMAS et le gouvernement haïtien. Une décision nécessaire, pour assurer la réussite de cette mission, ne ratant pas l'occasion d'exhorter ceux engagés dans ces initiatives, à respecter leurs engagements, conditions sine qua non pour soutenir à long terme la sécurité et la démocratie et la démocratie à longs termes, en Haïti.

La représentante de Guterres en Haïti tire la sonnette d'alarme sur l'insécurité

Un message différent a été communiqué à l'assemblée, à la même réunion spéciale, au Conseil de sécurité, par l'Équatorienne Maria Isabel Salvador, a tiré la sonnette d'alarme, par rapport à l'insécurité, qui a atteint le niveau le plus élevé qu'elle a jamais connu, en Haïti.

En effet, Mme Salvador a présenté un bilan pour montrer l'urgence de lancer une stratégie urgente pour tenter d'arracher le pays au danger.

Elle a présenté crument des faits, qui sévissent présentement en Haïti. Aussi met-elle en relief. Elle a insisté pour dire que 85 % de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, sont sous l'emprise des bandits ; la ville de Mire

balais, dans le département du Centre a été envahie, il y a trois semaines et présentement occupé par les bandits, qui ont libéré pas moins que 500 détenus. Elle a affirmé, en plus, que, dans l'espace de deux mois, entre les mois de février et mars, au moins 1 000 personnes ont été tuées. Sans oublier plus d'un million de déplacés internes, dont le nombre a été constaté par les responsables de l'ONU en poste. Voici ce qu'elle rapporte sur la PNH. La présence de la MMAS, sur le terrain, n'a rien fait pour aider celle-là à reprendre son souffle. Elle n'adopte aucune stratégie pouvant contribuer à vaincre les bandits, prédisant que la mission dirigée par le

Kenya ne fonctionne qu'à 40 % de la capacité promise. Aussi, dit-elle, sous financée, sous équipée et démoralisée avant même d'avoir véritablement mesuré ses forces sur le terrain, le moral n'est pas au rendez-vous.

D'autre part, la Chine dénonce l'engagement américain en Haïti, disant que la crise multidimensionnelle qui frappe Haïti, mais surtout l'insécurité, est imputable à Washington, le cerveau de celle-ci. Selon l'ambassadeur américain auprès de l'ONU, la politique américaine à l'égard d'Haïti est nettement favorable aux gouvernements intérimaires, qui se sont succédé au pouvoir. L.J.

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

first Black State was declared on January 1st, 1804.

However, 21 years later, to recognize Haiti's independence, the French King dispatched a flotilla of warships, with canons drawn, to the bay of Port-au-Prince, following his edict, to obtain the signature of Haitian President Jean-Pierre Boyer, who was forced to accept the deal, or else. He couldn't do anything but sign. And the Haitian economy was mortgaged from that day, until the last payment in 1947. Yours truly event contributed his 25-cent piece, because in school in 1946 when President Dumarsais organized a nationwide campaign to pay the remaining \$5 million, even school children participated

in singing the catchy tune of the campaign: "*Payons les cinq millions!*" and contributed their pennies. No wonder, Haiti, the first Black Republic, is now nicknamed "*The poorest country in the Western Hemisphere,*" one of the poorest in the world.

The April 17 declaration of President Macron

Is the situation about to change in the "poorest country of the Western Hemisphere"? One would think so, considering the April 7 declaration of French President Emmanuel Macron. We invite you to read the full text of the speech delivered in French, translated into English, that appears in the editorial on page 8. As the editor says, despite the criticism of some people, "the door is ajar,

though not totally open. Nevertheless, it's a step in the



François Hollande, Former French President.

right direction.

Unquestionably, President Macron has gone much further than another French President,

François Hollande, who, during a visit in Guadeloupe, in 2015, recognized publicly that France owes a "*moral debt to Haiti.*" But there was no follow up to this grand declaration.

President Macron, on the other hand, has gone much further. The fact that he chose the 200th anniversary of King Charles X action to have a formal event on the "*greatest heist*" committed by France is rather symbolic. He admits that it was "*a big load for the young nation*" that thwarted its advancement from the beginning. And he's taken the decision to set up a Franco-Haitian Commission with two major historians, one French and the other Haitian, "*to explore two centuries of history, including the impact of the indemnity of 1825 on Haiti.*"

Then, the commission "*will propose the two governments certain recommendations so they*

can draw from what they've learned how to build a much better future."

Although President Macron didn't mention restitution or reparations, I believe there will be some disbursements of funds on the part of the French government for long-term programs intended for the development of Haiti. Again, I suggest that attention should be paid to the concluding remarks in the editorials.

Personally, and going back several years, I have been on a campaign against corruption and impunity which, I believe, are the major impediments to the development of the country. Thus, I assert that Haiti won't really benefit anything from all these discussions, if nothing is done to uproot corruption encrusted in Haitian leadership who also benefit from impunity.

RAJ

raljo31@yahoo.com

« Macron en comédien de l'Histoire, Fritz A. Jean en valet du néocolonialisme »

Suite de la page 3

haïtiennes. Il salue les efforts de transition du CPT, cette équipe sans vision, sans légitimité, sans base populaire. De son côté, Fritz A. Jean joue son rôle de gestionnaire obéissant d'un pouvoir sous tutelle. Il parle de réformes, jamais de réparations. Son discours, froid et aseptisé, transforme la mémoire des humiliations en prétexte à une nouvelle soumission.

Mis en place par des forces étrangères, le CPT entretient le chaos au profit des puissances tutélaires. Bureaucratique et technocratique, le tandem formé par le CPT et son gouvernement dis-

simule l'absence totale de projet national. De fait, ils deviennent les relais dociles d'une France toujours impériale et d'un ordre international qui exige qu'Haiti demeure à genoux

Un outrage à la mémoire des ancêtres

Et nous y revoilà, deux siècles plus tard, l'histoire bégaie. Macron maquille le colonialisme, l'impérialisme. Fritz A. Jean récite un texte sans âme. Que penserait Dessalines de cette mascarade? Lui qui, sabre en main, proclama : « *Nous avons osé être libres...* » Comment accepter, aujourd'hui, en 2025, cette combinaison morbide de silence, de résignation et de reniement ?

Non, ce peuple n'a pas combattu pour recevoir des médailles posthumes. Il s'est levé pour être libre, non pour mendier le respect de ses bourreaux. Le peuple haïtien exige la restitution intégrale des fonds extorqués et l'instauration d'une politique souveraine, pensée et décidée par nous-mêmes. C'est cette mémoire que Macron piétine, que le CPT trahit, et que nous devons raviver non par des discours creux, mais par un sursaut collectif d'indignation et d'action.

Macron ment avec le vernis de la diplomatie. Fritz A. Jean et son CPT trahissent par confort et lâcheté. Ensemble, ils enterrent, une fois de plus, Dessalines, tandis que, nous, au Ti Bambou,

invoquons les rituels de libération. Mais c'est toute la nation qui a besoin d'un « *Kase Kannari* ». Il faut briser les chaînes d'une mémoire amputée, enterrer les mirages de la coopération internationale, et délivrer l'esprit d'un peuple encore hanté par ses vieux démons coloniaux.

Le départ du CPT, un préalable à la libération

Le CPT de cette prétendue transition, sans ancrage populaire, n'est qu'une gestion technocratique de notre détresse, il incarne la continuité d'un système d'asservissement. Dessalines ne nous a pas laissés un pays de résignation. Il nous a laissés une flamme, une exigence de liberté pleine et

entière. Il est temps de la rallumer. À ce moment décisif de notre histoire, l'heure n'est plus aux compromis avec l'oppression. Comme en 1804, c'est la rupture qu'il faut. Il ne s'agit pas de négocier la liberté, mais de l'imposer. Le temps n'est plus à la diplomatie, mais à l'insurrection totale pour la refondation d'Haiti.

Grand Pré, 18 avril 2025

* Hugues Célestin

Membre de : Federasyon Mouvan Demokratik Katye Moren (FEMODEK)

Efò ak Solidarite pou Konstriksyon Alternativ Nasyonal Popilè (ESKANP)

Concert de Pâques à l'Église évangélique baptiste haïtienne de North Miami

Par Lionel D. Desmarattes *

Le rendez-vous cette année 2025, comme chaque année depuis 20 ans environ, était à l'Église évangélique baptiste haïtienne de North Miami, le dimanche 20 avril, pour un concert de Pâques, qui n'a point laissé d'illusions, au sein d'une assistance nombreuse, faite surtout de jeunes et de moins jeunes, et aussi d'enfants, tous les âges confondus, qui avaient fait le déplacement en la circonstance pour une soirée qu'ils n'oublieront pas de sitôt. Ma foi! Ils ont eu droit à un programme bien chargé et exécuté avec une perfection qui n'a pas de réplique dans les

annales des concerts auxquels le public chrétien de North Miami, en particulier, et du Comté de Miami Dade en général aura l'opportunité d'assister. Non! Point de places pour des esprits incrédules et sceptiques : c'était bien une soirée figée dans le temps, avec un moment pour commencer et un moment pour se terminer; et les participants étaient bien des hommes et des femmes comme vous et moi. (Nous reviendrons sur cet aspect de la soirée avant de mettre un point final à cet article).

Oh ! Mon Dieu ! Quel programme bien garni et aussi quelle exécution rendue à merveille par une chorale, trois conducteurs,

deux solistes et une orchestre de chambre bien huilée, avec des participants qui s'étaient bien exercés pour ce rendez-vous annuel déjà devenu une tradition à la HEBC (The Evangelical Haitian Baptist Church), que dirige le Révérend Pasteur et Docteur David Eugène et sa femme. C'était si unique, si captivant et si émouvant comme spectacle de qualité, que l'on a entendu des spectateurs déclarer à qui voulait/pouvaient les entendre que « *Le Ciel est descendu ce soir, au sanctuaire de l'Église Évangélique Baptiste Haïtienne North Miami* ».

Le tout avait commencé avant même que le Pasteur David Eugène

ne eut introduit le maître de cérémonie, le Pasteur Jocelin Maurilus, qui allait se montrer bien maître de ses moyens sur la scène et absolument capable d'assumer la gestion de l'événement avec des jeux de mots en créole, français et anglais qui, si besoin il en avait, l'ont hissé à la hauteur de la circonstance, soit une célébration à la fois chrétienne et multiculturelle avec des composants artistiques qui la plaçaient et la maintenaient pendant tout le temps qu'elle a duré à l'intérieur des limites de ses structures de moments festifs ou de temps de réjouissances véritables, mais mesurées, contrôlées, seulement élevée

au niveau d'une célébration pour provoquer en nous la manifestation d'une joie basée sur l'assurance et la conviction que Notre Seigneur est ressuscité et que nous, également, nous avons la promesse de cette même résurrection si nous restons fidèles à Sa Sainte Parole et à Son message de rédemption des croyants. Parfois et par moments, à entendre Monsieur Maurilus dans des élans d'éloquence qui ne pouvaient point passer inaperçus pour un habitué de la parole publique, on avait l'impression d'écouter Charles Péguy lui-même dans sa apologie du Christ et de sa Passion ce Ven

Suite en page 9

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Les humbles funérailles du Pape Francois d'un bout à l'autre auront lieu samedi

C'est ce samedi 26 avril qu'auront lieu les funérailles du Pape Francis, décédé lundi dernier 21 avril, pour donner suite à une bronchite et d'autres complications ayant entraîné son hospitalisation, le 14 février. Sa situation a empiré quand le mal s'est transformé en double pneumonie, attaquant ses deux poumons, exigeant un séjour de 38 jours à l'hôpital Agostino Gemelli de Rome.

À son retour au Vatican, les communiqués de presse relatif à sa situation, jusqu'à dimanche dernier, 20 avril, quand on l'a vu, assis sur son fauteuil roulant, prononçant une courte homélie aux milliers de personnes, qui avaient envahi la Place St. Pierre, au Vatican, étaient suivis quotidiennement. C'est comme s'il voulait, une dernière fois, rappeler que cette fête de la Résurrection de Christ indique, advenue que pourra, il croit à la vie éternelle, auprès de Celui qu'il a représenté durant sa carrière ecclésiastique, dont les douze dernières années comme le Souverain de l'Église catholique universelle.

En effet, à sa naissance, le 17 décembre 1936, dans un faubourg de Buenos Aires, en Argentine, il portait le nom de Jorge Mario Bergoglio. Il a marqué l'histoire de l'Église catholique, en tant que premier des Jésuites et le premier latino-américain à être désigné Pape, assumant ses fonctions le 13 mars 2013, ayant obtenu le vote des cardinaux, pour remplacer le Pape Benedict XVI, qui occupait le siège papal, de 2005 à 2013. Il avait démissionné, alléguant son âge et sa santé en déclin. Il était âgé de 85 ans. Son successeur, toujours dans ses fonctions papales, ses adieux, à l'âge de 88 ans, à ses millions d'adeptes et au monde entier.

Des faits importants divers

Pour ceux qui veulent participer virtuellement à la cérémonie funéraire, on soulignera que, selon les informations disponibles, celle-ci débutera à 10 heures du matin, heure de l'Europe, soit 4 heures du matin, heure de l'est américain. En tout cas, il est avisé de consul-

ter les horaires des chaînes de télévision desservant votre zone.

On s'attend à une marée humaine, dans l'enceinte du Vatican, des gens venant de toutes parts pour dire adieu au souverain Pontife. En tête de liste, on annonce les représentants de l'Église, tels que patriarches, cardinaux, archevêques, évêques et prêtres, de par le monde. Parmi les chefs d'État,



Le président des États-Unis Donald Trump

on cite le président français Emmanuel Macron, de France, ainsi que Luiz Inacio Lula da Silva du Brésil, aussi bien que le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky.

Par ailleurs, sur son site internet *Truth Social*, le président américain Donald Trump annonce : « *Melania et moi, nous irons aux funérailles du Pape Francis, à Rome. Nous voulons vraiment être de la partie* ». Il y met aussi ses vœux pour le Pape : « *Que Dieu le bénisse, ainsi que tous ceux qui l'ont aimé* ». Cependant, ses deux prédécesseurs qui, sans doute, ne seront pas à Rome pour les funérailles, ont témoigné, par leur dire, que le Pape était une personnalité hors du commun.

L'ex-président Joseph « Joe » Biden a posté sur son compte X, antérieurement Twitter : « *C'est avec tristesse que Jill et moi avons appris le départ pour l'au-delà de sa Sainteté le Pape Francis. Il était bien différent de ceux qui l'ont précédé. Le Pape Francis laisse le souvenir d'un leader des plus conséquents de notre ère, et j'ai beaucoup gagné de l'avoir connu* ».

Et l'ex-président Barack Obama, aussi sur Twitter, de laisser parler son cœur : « *Le*

Pape Francis fut un rare leader, qui a éveillé en nous le désir d'être le meilleur de nous-mêmes. Par son humilité et sa façon d'agir, à la fois simple mais très profond, tel qu'embrasser un malade, porter secours aux sans-abris, laver les pieds de jeunes prisonniers ! Vraiment, il nous a réveillés de notre torpeur et nous rappelle que nous tous, nous avons, moralement, des obligations envers Dieu et réciproquement envers les uns les autres ».

Je prends la liberté de remercier le président Obama au nom de vous tous, de nous éclairer la lanterne quant à ce serviteur du Très Haut qui a fait le voyage éternel. Fidèle à sa vocation, il a écrit dans son testament qu'il ne voulait pas que son cadavre soit dans les caves où dorment les éminentes personnalités qui l'ont précédé. Que ce soit « *dans une tombe, sous terre* » écrit-il, « *sans ornement, avec l'inscription : FRANCISCUS* ».

Quel témoignage d'humilité !

Aux États-Unis, les tensions sont telles qu'on parle de guerre ouverte

Le président Donald Trump fait face à des répercussions auxquelles il ne s'attendait, lorsqu'il avait entamé sa campagne relative aux tarifs, dit réciproques, visant premièrement les pays voisins au Nord et au Sud, le Canada et le Mexique, avant de l'étendre à presque tous les pays du monde. Pourtant, il y a deux semaines, il avait déclaré un sursis de 90 jours, sans doute, afin de mesurer l'impact de ses décisions.

En tout cas, on peut mentionner des ripostes auxquels le président ne s'attendait pas. Le tourisme, une activité qui rapporte des milliards de dollars à ce secteur, est en chute libre. Par exemple, les Canadiens sont parmi les premiers à annoncer qu'ils ne visiteront pas les États-Unis, comme ils le font, surtout durant les vacances d'été. Les Européens, surtout les alliés des Américains, emboîtent le pas aux Canadiens. Nous ne sommes pas en mesure de fournir les statistiques, quant à présent. Mais ce

sera une perte énorme pour ce secteur, prévoyant des rapports négatifs sur l'économie nationale.

Le secteur agricole, qui avait supporté la campagne de Donald Trump à la présidence, commence à ressentir l'impact négatif de la guerre des tarifs, entre les États-Unis et la Chine. Car les fermiers ne savent pas ce qu'ils vont faire de la récolte



Le président de El Salvador, Nayib Bukele

de soya, qui rapportait des milliards de dollars à la Chine. Car, ripostant aux tarifs du président Trump déclarés contre des produits chinois, les autorités de Pékin se sont tournées vers le Brésil et d'autres pays de l'Amérique latine pour s'en approvisionner. Et les fermiers, qui dépendent de l'élevage ressentent aussi le mauvais coup, puisque la Chine se tourne vers l'Australie pour se procurer en viande du bœuf. Ce sont des activités qui roulent sur des milliards.

Outre les problèmes décollant des tarifs exorbitants, le président Trump risque d'attirer des poursuites judiciaires sur son administration. Car, les décisions ne lui sont pas favorables, et il est question de douzaines de cas dans les tribunaux de nombreux états, concernant des sujets, tels ses ordres exécutifs ayant causé le renvoi de nombreux employés fédéraux et la création du « *DOGE* », (sigle anglais signifiant *Département de l'efficacité gouvernementale*) sous la direction d'Elon Musk, évoluant en marge de la constitution.

En tout dernier lieu, c'est le problème des déportés en masse qui a causé rupture entre le président et la Cour suprême, la plus haute autorité justi-

ce aux États-Unis. C'est surtout le cas du jeune Vénézuélien, marié à une Américaine, père de trois enfants, qui a été arrêté et déporté par erreur, en compagnie de sujets du Vénézuéla déclarés terroristes. Bien que l'administration ait admis que celui-ci ait été expulsé par erreur, elle n'a pas encore obtempéré à la décision de la Cour, c'est à dire le retour aux États-Unis de Kilmar Armando Abrego Garcia, d'El Salvador, où il est emprisonné.

Le président Trump s'était retrouvé, à la Maison-Blanche, en discussion avec le président Nayib Bukele, en présence du procureur général (ministre de la Justice) Pam Bondi, défiant un ordre de la Cour suprême de Justice. Voilà le président se comporter comme s'il est au-dessus de la loi. De toute évidence, Ceux qui s'intéressent au dossier attendent sa fermeture avec impatience.

Quid des bandits haïtiens emprisonnés au Salvador ?

Il semble que la découverte de la vaste prison du président Nayib Bukele, au Salvador, par le président Trump pourrait être d'utilité concernant les gangs à sapates ainsi que ceux à sandales responsables de massacres en Haïti.

Dans un article signé Jacqueline Charles, publié le 18 avril, dans le *Miami Herald*, on lit cette manchette : « *U.S. to designate Haiti gangs as foreign terrorists, opening the way to use Salvador prison* ». (Les États-Unis vont déclarer terroristes étrangers les gangs en Haïti, ouvrant la voie à l'utilisation de la vaste prison d'El Salvador pour les incarcérer.)

Faute de temps, je me vois renvoyé ultérieurement l'article consacré à ce sujet, mais il ne s'agit pas de « *Fake News* », comme on dit en anglais, car la journaliste de grande renommée qu'est Jacqueline Charles n'est pas de style à se laisser piéger aussi facilement.

En tout cas, on reviendra sur ce sujet. Mais comme dit le proverbe créole, les gangs de partout sont avisés : « *Mete bab nou alatramp !* »

Pierre Quiroule I
raljo31@yahoo.com

Concert de Pâques à l'Église évangélique baptiste haïtienne de North Miami

Suite de la page 7

dredi Saint où Il était crucifié pour nos péchés et pour notre salut. Le maître de cérémonie s'est attardé sur cet épisode de la vie du Seigneur justement au moment où il allait introduire Ms. Mau reen Manoly pour l'exécution à la voix et au violon de 'La Via Dolorosa', soit une interprétation poétique et musicale tout ensemble de la Passion du Christ, sa navette d'une place publique à une prétoire, d'une prétoire au tribunal, et du tribunal au Calvaire où il fut crucifié pour la remission de nos péchés et le salut de quiconque croit en Lui. Il est curieux et quand même intéressant que la HEBC ait eu ce beau programme à offrir à ses ouïlles en particulier et au grand public de Miami en général pour la Pâque 2025 au moment précis où Hollywood prépare la sortie prochaine d'un nouveau film sur La Passion du Christ (voir le TV Guide de la Semaine du 14 au 20 avril) avec Jonathan Roumie dans le rôle de Jésus, dans l'intention annoncée de présenter un Jésus aussi hu main que possible, mais souffrant moins de la cruauté des Romains que celui qui a connu agonie après agonie dans le film

de Mel Gibson.

Cependant, de la mise-en place par le Pasteur Jocelin Mau rilus de la scène où les performers allaient évoluer les uns après les autres à l'exécution de différents morceaux de ce puzzle évangélique et artistique long de plus de deux heures, il allait y avoir un long chemin à parcourir; et heureux qui, comme Ulysse ou pas comme lui, avait fait le déplacement pour ne rien rater de cet assemblage et de cet ajustement de voix, de notes, de mouvements symétriques, de danses et d'instruments parfois, le tout réalisé avec un tact, une précision et une maestria qui sont au rendez-vous en une seule soirée, en un seul lieu et dans un moment circonscrit seulement lorsque les exécutants et les conducteurs y ont mis les ingrédients nécessaires au succès pendant de nombreuses soirées de répétition et avec la consécration inouïe dont seuls les professionnels de l'art et les artistes véritables sont capables.

Nous mentionnerons forcément la prestation de Ms. Mau reen Manoly qui, entre autres, a exécuté —comme nous l'avons dit plus haut— un rappel en chanson et en musique de la route suivie par

le Christ en ce jour du Vendredi Saint où Il avait porté sa croix jusqu'au fait, jusqu'au sommet du



Jesus Christ

Mont Calvaire où il allait être crucifié pour effacer le péché originel commis par Adam et Eve et nous reconcilier avec son Père qui est aux Cieux; le travail impeccable

de la chef d'orchestre Rose Pierre Messidor; les talents vocaux exceptionnels exhibés par les ténors haïtiens et dominicains, respectivement Edony Princivil et Lievens Castillo, les cantiques de circonstances exécutés par la chorale de l'Église évangélique baptiste haïtienne de North Miami sous les baguettes alternatives de Mau reen Manoly, Rose Pierre Mézi dor et des maestros Serge Jeudy et Alex Docteur. Nous mettrons un accent spécial sur la performance réussie tant au niveau d'une rendition pleine de grâce qu'au niveau du professionnalisme et du métier démontrés, par l'orchestre de chambre « Encore Chamber » de Miami.

Et comme pour bonifier au maximum un concert déjà excellent grâce à ses éléments constitutifs bien agencés, les organisateurs ont offert au public plus que satisfait —comme a tenu à le souligner le Pasteur David Eugène— deux œuvres créoles du maestro-compositeur haïtien Emile Désamours interprétées de manière mémorable par la chorale de la HEBC... A entendre les membres de cette chorale exécuter ces deux morceaux de musique, imbibés de poésie et de prose tout ensemble ajoutées à quelques

zestes de couleur locale, on comprend bien, ma foi! que le public, par moments, ait pu penser que cette soirée fut le résultat d'une opération divine plutôt que le travail de fils et de filles d'Adam et d'Eve comme vous et moi (promesse tenue!). Pour certains, sans aucun doute, ils ont dû ravoïr dans leurs esprits enchantés ces paroles d'une chanson évangélique popularisée dans les années 1960 par la cantatrice capoise Ema Achilles:

« Syèl la desann e li ranpli kè mwen ak jwa »...

Le rendez-vous est pris pour le 14 juin 2025, date à laquelle l'Église Évangélique Baptiste Haïtienne de North Miami présentera son prochain concert évangélique de l'année avec la participation de plusieurs vedettes de la chanson créolienne de renommée nationale et internationale, dont Alain Picard Parent, Youdène Delphin et le Frère Jean René Charles.

Prochain article pour la semaine prochaine : Hommage posthume à l'homme-orchestre Joe Jacques.

* **Lyonel D. Desmarattes** : Journaliste, académicien et créoliste.

L'impossible prise du pouvoir en Haïti

Par Xavier Dalencour

Comprendre la situation actuelle d'Haïti est, depuis deux ou trois ans, quelque chose d'extrêmement difficile, de compliqué, de complexe. Cette violence abjecte, sans limite, peut se justifier, au niveau individuel, par la haine, le rejet subi par une part de la population qui, pendant trop longtemps, a été délaissée, oubliée. Des gens que l'on ne voyait pas, car trop sales, trop pauvres, trop laids, alors qu'ils nous côtoyaient dans une des sociétés les plus inégalitaires du monde. Cette revanche par la violence nous oblige à prendre conscience de leur existence, à les voir, à les entendre. Et si leur vie s'achève dans un tourbillon de violence et de sang, ils auront été quelqu'un pendant quelques heures, pendant un moment. Ils n'étaient que des êtres vivants non existants... et ne pouvaient aspirer à mieux. Cette frange de la société mise en avant, telle de la chair à canon, ne doit pas faire oublier ceux et celles qui, en coulisse, les manipulent et en tirent profit : les bandits à cravate, politiciens véreux, plus élites vénales et dépravées. Mais elle ne doit pas faire oublier cette majorité de la population qui, malgré des conditions de vie de plus en plus inhumaines, a toujours refusé cet embrigadement cynique, criminel et maïeux, préférant défendre une dignité, une humanité que ces assassins s'acharnent à vouloir lui retirer. Si la violence individuelle de chacun des terroristes affiliés à un gang peut s'expliquer quelque peu, la question politique reste et demeure.

Ayant grandi en Haïti, j'ai, depuis les années 1980, une expérience vécue des coups d'État, de la prise du pouvoir par la force. Cette manière traditionnelle de conquérir le pouvoir se heurte aujourd'hui à une réalité difficile à comprendre. L'État n'est plus, au

sens politique du terme. Les administrations, tout comme les diverses institutions, fonctionnent par habitude, dans la continuité d'hier, sur la même lancée, mais sans projet réel, sans objectifs ni ambition. Depuis, le pays n'est plus gouverné; il continue sur sa lancée par habitude, et ceux qui nous gouvernent continuent de faire comme on faisait autrefois, simplement parce qu'on le faisait ainsi. Les resquilleurs du pouvoir actuel accaparent les attributs de celui-ci, les bénéfices économiques et sociaux qu'ils peuvent en tirer — une photo avec le Pape ou tel président représentant réellement son pays — afin de se donner l'illusion d'être quelqu'un, quelque chose. Cependant, aucun cortège, aucune escorte ni véhicule blindé ne peut élever le médiocre au rang de leader, et l'on ne devient pas chef par frottement avec des leaders légitimes. Nos médiocres, aussi diplômés soient-ils, n'ont plus la capacité de s'en rendre compte. Dans un pays en guerre, sans aucune norme légale ni constitutionnelle applicable, la légitimité vient de l'action, du résultat obtenu pour la population, et non pas d'obscurs accords politiques obtenus à grand-peine par des acteurs politiques périmés, couronnés d'échecs, se drapant dans un mépris absolu pour la population — ce peuple qu'ils ne voient pas, qu'ils n'entendent pas. Ils aiment un peuple théorique, une idée du peuple, mais ils n'aiment pas les gens dans leur vécu et leur réalité profonde.

Alors, pourquoi en revenir aux coups d'État d'autrefois? C'est que le monde a changé, n'en déplaise à nos politiciens expirés depuis déjà des décennies. La prise du pouvoir, dans le monde d'aujourd'hui, se faisait par la conquête du Palais national, le contrôle de certains axes stratégiques et des télécommunications. La prise de la Radio nationale et de la Télévision nationale

d'Haïti était, dans ce schéma, essentielle. Schéma théorisé par Curzio Malatesta, dans Les Techniques du coup d'État, qui date des années 1930 et de son analyse de la prise du pouvoir par les Soviétiques, en Russie. Or, si ce schéma était encore valable, dans les années 1980, au jourd'hui l'évolution technologique du monde change la donne. Il n'est plus nécessaire de prendre la Radio et la Télévision nationales lors d'un coup d'État à l'ère des réseaux sociaux. Ces lieux de transmission de l'information se sont dématérialisés. La maîtrise de WhatsApp, Facebook, Instagram ou TikTok ne se décrète pas. Au mieux, il faut, par la manipulation et la propagande, préparer le terrain. À ce jeu-là, les gangs terroristes ont une longueur d'avance.

La destruction du Palais national, lors du tremblement de terre de janvier 2010, complique encore la donne. Je me rappellerai toujours l'expression de ce citoyen ordinaire, assis en silence, une main sur la mâchoire, regardant les ruines du Palais, quelques jours après la catastrophe. Le symbole du pouvoir était à terre. Et si, dans les premiers temps, l'urgence était, d'abord les victimes de la catastrophe, le fait que le symbole du pouvoir de notre nation ne soit pas reconstruit, ne soit pas sorti du provisoire, montre bien l'absence de vision et de prestige de nos chefs, le mépris qu'ils ont pour la nation, le pays, et pour les gens. La fuite du pouvoir à la Villa d'Accueil en est la preuve la plus flagrante. Ce sont des réfugiés de luxe.

Aujourd'hui, il n'y a plus de Palais à prendre, plus de lieux symboliques du pouvoir, avec l'apparat, le décorum, le faîteuil présidentiel. L'espace du Palais n'est pas le palais. La preuve en est que, depuis 2018, avec les premiers peyi lòk, qui n'étaient que des tentatives de prises du pouvoir par

une pseudo-opposition constituée de voyous et de traîtres à la nation, aucune de ces tentatives n'a pu aboutir. Le pouvoir s'est retrouvé, non plus incarné dans un lieu, mais dans la personne du président, en l'occurrence Jovenel Moïse, dernier président à pouvoir se targuer d'être légitimement au pouvoir. La tentative de coup d'État déjouée dite de « Petit Bois » n'a pu aboutir, et ne pouvait aboutir, car il n'y avait plus de symbole à prendre : le pouvoir se réduisait à la personne du président, à sa reconnaissance, tant nationale qu'internationale. L'assassinat du président, aboutissement des tentatives de coup d'État commencées en 2018, a rendu encore plus inconsistant ce pouvoir présidentiel.

Le président ne pouvant transmettre lui-même le pouvoir — ni par une élection, ni par une démission, même forcée — celui-ci s'est effrité, comme liquéfié. Depuis 2021, le pouvoir présidentiel est intenable. En dehors de la formule abjecte du Conseil présidentiel de transition, la réalité est que le coup d'État a échoué. Le président a été éliminé, mais le pouvoir, qui aurait dû être légitimé par la force, par l'action, ne fait que s'évaporer de plus en plus. La République d'Haïti n'est plus gouvernée, elle s'administre par habitude administrative; nous continuons à faire comme nous faisons autrefois.

Alors pourquoi une absence de revendications politiques de la part des gangs? Pourquoi ne prennent-ils pas le pouvoir, vu leur quasi-supériorité militaire et leur maîtrise du terrain? L'échec de nos transitions ne peut simplement s'expliquer par la médiocrité de notre classe politique, dans sa globalité. Voler, s'enrichir, jouer aux cortèges de véhicules blindés, comme des enfants jouant aux petites voitures, ne guérit ni des complexes socio-économiques, ni du colorisme saucé lutte

des classes. Ayant raté, par incapacité à l'action et par manque de vision nationale et patriotique, leur légitimation au pouvoir, la légitimité de celui-ci est au jourd'hui dans les mains du peuple, qui, sans forcément en avoir conscience, est le seul aujourd'hui capable de se choisir un leader. Comment? L'avenir nous le dira. Les gangs terroristes sont cependant dans la même impasse politique. Peuvent-ils prendre le pouvoir? En théorie, oui. Peuvent-ils exercer le pouvoir? Non. Ils n'ont pas la capacité de faire redémarrer les administrations publiques, même en supposant qu'ils aient des « têtes pensantes » avec eux. Ils luttent contre le pouvoir, contre l'État, mais leur victoire ne peut que leur échapper, et ne peut, finalement, qu'aboutir au chaos, à la destruction complète du pays et de la nation. Le règne par la peur n'entraîne pas l'adhésion, mais plutôt la fuite, l'abandon. Les massacres continuent contre les plus vulnérables de notre pays. Cela ne peut aboutir qu'à une extermination du peuple et de la nation haïtienne — c'est peut-être le but caché —, mais en aucun cas à une prise du pouvoir et un maintien de ces derniers à la tête de la nation. Les morts se comptent par milliers, les déplacés par millions, la famine et l'insécurité alimentaire touchent la moitié de notre population. Les destructions dépassent, aujourd'hui, celles du tremblement de terre. Nous sommes pourchassés comme de la vermine, en République dominicaine, et maintenus aux États-Unis, nos lieux de refuge traditionnels.

Autrefois, nos glorieux ancêtres avaient comme leitmotiv : « Vivre libre ou mourir ». Aujourd'hui, Haïtiens et Haïtiennes de 2025, il ne nous reste qu'une chose à faire : « Faire nation ou mourir ».

XD

ÉDITORIAL



Debt restitution, yes, but what about corruption?

For the first time over two centuries, the recognition of Haiti's independence by French King Charles X, in return for a ransom of 150 million gold francs, was commemorated this year. To be noted, that exorbitant sum was extracted under the threat of five hundred canons aimed at Port-au-Prince. This anniversary date was celebrated at the Élysée Palace, in Paris, France, by French President Emmanuel Macron; and at the Villa d'Accueil, not the National Palace, in Port-au-Prince, abandoned, under threat of armed gangs, by the Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym). This royal proclamation, concelebrated by France and Haiti heralds a new era in relations between the two countries. Imagine, what's now happening between the former colonial power and the world's first Black Republic, now moribund, after having freed itself from slavery, following a dazzling military victory on November 18, 1803, over the world's most powerful army at the time, that of Napoleon Bonaparte! From now on, the eyes of the world will be on France and Haiti, to see how this new era will be managed.

This event, officially commemorated on April 17, 2025, on both sides of the Atlantic, was announced since January during a visit to the Élysée Palace by Leslie Voltaire, then the presidential coordinator of the CPT. At that time, President Macron told him that on April 17, he would be making a statement on the indemnity that King Charles X had imposed on Haiti in return for recognizing its independence, even inviting him to attend.

The suspense and anticipation aroused by the words of the French head of state, are published by the press of the French presidency on April 17, 2025. Here, the full declaration in our own translation:

"Declaration by the President of the Republic on the relationship between France and Haiti."

"On April 17, 1825, France's King Charles X issued a decree recognizing Haiti's independence, while imposing a heavy burden. Even though the last of the French kings had effectively recognized that Haiti had won its freedom through bloodshed and arms in 1804, in exchange for that recognition and an end to hostilities, he subjected the people of Haiti to a heavy financial indemnity, the payment of which would take decades. This decision amounted to extortion, a price levied for the freedom of a young nation, which was thus confronted with the unjust force of history from its very inception.

"Today, on this bicentennial, we must, here as elsewhere, look at history in the face. With lucidity, courage, and truth! Haiti was born of a revolution, faithful to the spirit of 1789 [the French Revolution], which boldly affirmed the universal principles of Liberty, Equality and Fraternity. Haiti's struggle, in harmony with the ideals of the French Revolution, should have offered France and Haiti the opportunity to forge a common path. But the forces at work in the counter-revolution since 1814, and the restoration of the Bourbons and the monarchy, decided otherwise, when it came to writing history.

"Recognizing the truth of history means refusing to forget and erase. For France, it also means assuming its share of the truth in the painful construction of

memory for Haiti, which began in 1825.

"Acknowledging the truth of history means refusing to forget and erase. For France, it also means assuming its share of the truth in the painful construction of memory for Haiti, which began in 1825." *The truth of history must not be a dividing line; on the contrary, it must be the bridge that unites the scattered. In this spirit, and with this aim in mind, we must now open all avenues of dialogue and mutual understanding.*

"Consequently, on this symbolic day, I intend to set up a joint Franco-Haitian commission to examine our shared past and shed light on all its dimensions. Once this necessary and indispensable work has been completed, this commission will propose recommendations to the two governments, so that they can learn from them and build a more peaceful future.

"Consequently, on this symbolic day, I intend to set up a joint Franco-Haitian commission to examine our shared past and shed light on all its dimensions. Once this necessary and indispensable work has been completed, this commission will propose recommendations to the two governments, so that they can learn from them and build a more peaceful future.

"This commission, made up of historians from our two countries, will explore two centuries of history, including the impact of the 1825 indemnity on Haiti, analyze the representations and memories of this episode between our two countries, and look at developments in Franco-Haitian relations in the 20th century. It will be co-chaired by Yves Saint-Geours and Gusti-Klara Gaillard Pourchet.

"Its work will be part of a historic process of dialogue and action. Together, we must think of ways to better transmit this history in our two countries, strengthen educational and cultural cooperation, and build a renewed relationship between France and Haiti, based on listening, respect and solidarity.

"For, beyond the past, it is the future that unites us. France stands by Haiti in the face of the many challenges of the present day. It will continue to do so, by supporting initiatives in favor of security - the absolute priority at the present time - the restoration of justice and democracy, education and health, as well as heritage and culture. Like the Caribbean Community and the United States, France firmly condemns any attempt to destabilize the transitional authorities.

"Our dialogue must be free, open, sincere and forward-looking. It is in this spirit that we are launching this joint memorial project today. Memory is not a burden that clouds consciences, but a force that enlightens spirits. Recognition of the truth of history offers nations an exceptional opportunity to build a common future."

On the Haitian side, the event was also celebrated for the first time, in the presence of the President of the CPT, Fritz Alphonse Jean, and the other eight members of the rotating presidency. In attendance also were the Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé, the Director General of the National Police, Rameau Normil, and the Commander-in-Chief of the Armed Forces of Haiti (FAdH), Derby Guerrier, as well as members of the Ministerial Cabinet and other senior public officials.

In his speech, Mr. Jean drew attention to the various steps taken by the French

authorities over 200 years ago, which led to the scurrilous decree issued then by the King of France, before arguing that this was the way King Charles X decided to punish Haiti, making it pay for the insolence of having proclaimed its independence and paving the way for universal freedom. Mr. Jean states: "After declaring national independence, and opening the way to freedom for humanity, this was the way Haiti was punished. He added: "It is urgent to work in light of the sacrifice of our ancestors for the good of the country."

In turn, Leslie Voltaire, representing the Fanmi Lavalas, and the predecessor of Fritz Alphonse Jean in the CPT's rotating presidency, addressed both the international community and the Haitian diaspora. To the former, he called for "restitution" of the ransom imposed on Haiti, as well as reparation for the wrongs caused by the centuries-long slavery system. Addressing Haitians both at home and in the diaspora, Mr. Voltaire invites them to "demand" this reparation.

The French president's April 17 speech on Haiti's so-called "Double Debt of Independence" has provoked a great deal of comment, especially among the Haitian intelligentsia, who have taken the French head of state's creation of a joint Franco-Haitian commission to task. Many Haitians see it as a delaying tactic. Even if certain Haitian sectors insist on clinging to the age-old distrust of the French, it is unfair not to see a door ajar, if not completely open, in a reversal of King Charles X criminal act.

In any case, whatever is said and done in skeptical Haitian circles about the French president's true intentions, the anticipation of positive spin-offs from his speech provides grounds for hope. Regardless of what the power brokers at the Villa d'Accueil, i.e. the rotating CPT, and the Fils-Aimé government do, independent thinkers are looking into ways of structuring the repayment.

In the January 20, 2025, edition of the online news organization *Vant Bèf Info*, Nelson Joseph, in collaboration with journalist Anincia Félix and economist Al mando Remu, presented the initiative he had communicated to Haiti's leaders. Aiming to be apolitical, the project is based on a pragmatic and structured approach. Nelson Joseph says he wants "... the Haitian State to take this project seriously and include it in the international discussions. It's not just a demand, but a concrete plan for the good of the Haitian people," he says.

According to Mr. Joseph, this program is based on seven major axes:

"1) Education: Construction of 500 schools, scholarships for Haitian students in France, vocational training.

"2) Health: Creation of 15 hospitals, training of 2,000 health professionals, access to healthcare for the most disadvantaged.

"3) Infrastructure: Construction of 2,000 kilometers of roads, modernization of ports and public transport.

"4) Energy: Development of electricity micro-grids and subsidies for solar energy.

"5) Agriculture: Modernization of agricultural practices, a national reforestation program.

"6) Technology: Access to the Internet in rural areas and training in the field of numeric.

"7) Transparency: Follow-up on the funds, with an annual audit by a mixed French-Haitian commission."

The Nelson Joseph team proposes that « financing be structured based on 30 billion euros, with disbursements of 2 billion euros per month over 15 years.

In addition, Mr. Joseph states that the program should be executed in "three phases: Years 1-5: The launching of pilot projects in education, health and energy. Years 6-10: Rolling out at a national level. Years 11-15: Conclusion and Evaluation of the impacts."

Notwithstanding the reservations and doubts expressed about President Macron's project within the Haitian community, there is no denying his good faith. But it is important that true Haitian patriots take this opportunity to raise their voices for the benefit of this Franco-Haitian commission.

In that light, we'll note that, for many years, we have been observing the artisans of corruption and the embezzlers of public funds at work. Thus, we, at the Haiti-Observateur feel it our patriotic obligation to add our warnings to the proposals of the Nelson Joseph's team.

Indeed, we've been observing them, from elected Presidents Jean-Bertrand Aristide and René Préval to "elected" President Michel Joseph Martelly and single-headed chief executive Ariel Henry, to the current de facto multi-headed presidency, they have all been involved in money scandals. Before the PetroCaribe Fund, Aristide set himself up as a "drug boss", in the words of Jacques Beaudouin Kétant (originally Quettant), at the Federal Court in Miami, only to pounce on the Téléco fund and other public institutions. René Préval, who succeeded him when the PetroCaribe Fund was created by Venezuelan President Hugo Chavez, dipped into the fund to finance the purchase of vehicles for the candidates of his political party Bouquier, during the elections. But it was Laurent Salvador Lamothe's government, under "elected" President Michel Joseph Martelly, who exercised his vast conspiracy against the public coffers, resulting in the embezzlement of over \$4 billion. After having come to power, thanks to CARICOM, after the abolition of the PetroCaribe Fund, the members of the interim rotating presidency invented other strategies to build their fortunes. Less than a month after their inauguration, three of the nine members of the CPT were caught red-handed demanding payment of \$750,000 from the Chairperson of the Board of Directors of a state-owned bank, so he could remain in his position. Instead of the other members of the CPT showing their colleagues the door, it's the head of the bank and the members of the board who were dismissed without further ado. Till this day, the three scoundrels are still in office, enjoying their fat salaries and the benefits of their positions.

There's no way imagining what would happen to any restitution funds that France may disburse as part of payments to Haiti, without a firm decision to eradicate corruption and eliminate the means that encourage the misappropriation of public funds! These measures must be an integral part of the discussions leading to a program of repayment by France for the double debt that was imposed on Haiti. Such a decision cannot be ignored!

EDITORIAL



Debt restitution, yes, but what about corruption?

For the first time over two centuries, the recognition of Haiti's independence by French King Charles X, in return for a ransom of 150 million gold francs, was commemorated this year. To be noted, that exorbitant sum was extracted under the threat of five hundred canons aimed at Port-au-Prince. This anniversary date was celebrated at the Élysée Palace, in Paris, France, by French President Emmanuel Macron; and at the Villa d'Ac cueil, not the National Palace, in Port-au-Prince, abandoned, under threat of armed gangs, by the Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym). This royal proclamation, concelebrated by France and Haiti heralds a new era in relations between the two countries. Imagine, what's now happening between the former colonial power and the world's first Black Republic, now moribund, after having freed itself from slavery, following a dazzling military victory on November 18, 1803, over the world's most powerful army at the time, that of Napoleon Bonaparte! From now on, the eyes of the world will be on France and Haiti, to see how this new era will be managed.

This event, officially commemorated on April 17, 2025, on both sides of the Atlantic, was announced since January during a visit to the Élysée Palace by Leslie Voltaire, then the presidential coordinator of the CPT. At that time, President Macron told him that on April 17, he would be making a statement on the indemnity that King Charles X had imposed on Haiti in return for recognizing its independence, even inviting him to attend.

The suspense and anticipation aroused by the words of the French head of state, are published by the press of the French presidency on April 17, 2025. Here, the full declaration in our own translation:

"Declaration by the President of the Republic on the relationship between France and Haiti."

"On April 17, 1825, France's King Charles X issued a decree recognizing Haiti's independence, while imposing a heavy burden. Even though the last of the French kings had effectively recognized that Haiti had won its freedom through bloodshed and arms in 1804, in exchange for that recognition and an end to hostilities, he subjected the people of Haiti to a heavy financial indemnity, the payment of which would take decades. This decision amounted to extortion, a price levied for the freedom of a young nation, which was thus confronted with the unjust force of history from its very inception.

"Today, on this bicentennial, we must, here as elsewhere, look at history in the face. With lucidity, courage, and truth! Haiti was born of a revolution, faithful to the spirit of 1789 [the French Revolution], which boldly affirmed the universal principles of Liberty, Equality and Fraternity. Haiti's struggle, in harmony with the ideals of the French Revolution, should have offered France and Haiti the opportunity to forge a common path. But the forces at work in the counter-revolution since 1814, and the restoration of the Bourbons and the monarchy, decided otherwise, when it came to writing history.

"Recognizing the truth of history means refusing to forget and erase. For France, it also means assuming its share of the truth in the painful construction of

memory for Haiti, which began in 1825.

"Acknowledging the truth of history means refusing to forget and erase. For France, it also means assuming its share of the truth in the painful construction of memory for Haiti, which began in 1825." *The truth of history must not be a dividing line; on the contrary, it must be the bridge that unites the scattered. In this spirit, and with this aim in mind, we must now open all avenues of dialogue and mutual understanding.*

"Consequently, on this symbolic day, I intend to set up a joint Franco-Haitian commission to examine our shared past and shed light on all its dimensions. Once this necessary and indispensable work has been completed, this commission will propose recommendations to the two governments, so that they can learn from them and build a more peaceful future.

"Consequently, on this symbolic day, I intend to set up a joint Franco-Haitian commission to examine our shared past and shed light on all its dimensions. Once this necessary and indispensable work has been completed, this commission will propose recommendations to the two governments, so that they can learn from them and build a more peaceful future.

"This commission, made up of historians from our two countries, will explore two centuries of history, including the impact of the 1825 indemnity on Haiti, analyze the representations and memories of this episode between our two countries, and look at developments in Franco-Haitian relations in the 20th century. It will be co-chaired by Yves Saint-Geours and Gusti-Klara Gaillard Pourchet.

"Its work will be part of a historic process of dialogue and action. Together, we must think of ways to better transmit this history in our two countries, strengthen educational and cultural cooperation, and build a renewed relationship between France and Haiti, based on listening, respect and solidarity.

"For, beyond the past, it is the future that unites us. France stands by Haiti in the face of the many challenges of the present day. It will continue to do so, by supporting initiatives in favor of security - the absolute priority at the present time - the restoration of justice and democracy, education and health, as well as heritage and culture. Like the Caribbean Community and the United States, France firmly condemns any attempt to destabilize the transitional authorities.

"Our dialogue must be free, open, sincere and forward-looking. It is in this spirit that we are launching this joint memorial project today. Memory is not a burden that clouds consciences, but a force that enlightens spirits. Recognition of the truth of history offers nations an exceptional opportunity to build a common future."

On the Haitian side, the event was also celebrated for the first time, in the presence of the President of the CPT, Fritz Alphonse Jean, and the other eight members of the rotating presidency. In attendance also were the Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé, the Director General of the National Police, Rameau Normil, and the Commander-in-Chief of the Armed Forces of Haiti (FAcH), Derby Guerrier, as well as members of the Ministerial Cabinet and other senior public officials.

In his speech, Mr. Jean drew attention to the various steps taken by the French

authorities over 200 years ago, which led to the scurrilous decree issued then by the King of France, before arguing that this was the way King Charles X decided to punish Haiti, making it pay for the insolence of having proclaimed its independence and paving the way for universal freedom. Mr. Jean states: "After declaring national independence, and opening the way to freedom for humanity, this was the way Haiti was punished. He added: "It is urgent to work in light of the sacrifice of our ancestors for the good of the country."

In turn, Leslie Voltaire, representing the Fanmi Lavalas, and the predecessor of Fritz Alphonse Jean in the CPT's rotating presidency, addressed both the international community and the Haitian diaspora. To the former, he called for "restitution" of the ransom imposed on Haiti, as well as reparation for the wrongs caused by the centuries-long slavery system. Addressing Haitians both at home and in the diaspora, Mr. Voltaire invites them to "demand" this reparation.

The French president's April 17 speech on Haiti's so-called "Double Debt of Independence" has provoked a great deal of comment, especially among the Haitian intelligentsia, who have taken the French head of state's creation of a joint Franco-Haitian commission to task. Many Haitians see it as a delaying tactic. Even if certain Haitian sectors insist on clinging to the age-old distrust of the French, it is unfair not to see a door ajar, if not completely open, in a reversal of King Charles X criminal act.

In any case, whatever is said and done in skeptical Haitian circles about the French president's true intentions, the anticipation of positive spin-offs from his speech provides grounds for hope. Regardless of what the power brokers at the Villa d'Accueil, i.e. the rotating CPT, and the Fils-Aimé government do, independent thinkers are looking into ways of structuring the repayment.

In the January 20, 2025, edition of the online news organization *Vant Bèf Info*, Nelson Joseph, in collaboration with journalist Anincia Félix and economist Alman do Remu, presented the initiative he had communicated to Haiti's leaders. Aiming to be apolitical, the project is based on a pragmatic and structured approach. Nelson Joseph says he wants "... the Haitian State to take this project seriously and include it in the international discussions. It's not just a demand, but a concrete plan for the good of the Haitian people," he says.

According to Mr. Joseph, this program is based on seven major axes:

"1) Education: Construction of 500 schools, scholarships for Haitian students in France, vocational training.

"2) Health: Creation of 15 hospitals, training of 2,000 health professionals, access to healthcare for the most disadvantaged.

"3) Infrastructure: Construction of 2,000 kilometers of roads, modernization of ports and public transport.

"4) Energy: Development of electricity micro-grids and subsidies for solar energy.

"5) Agriculture: Modernization of agricultural practices, a national reforestation program.

"6) Technology: Access to the Internet in rural areas and training in the field of numeric.

"7) Transparency: Follow-up on the funds, with an annual audit by a mixed French-Haitian commission."

The Nelson Joseph team proposes that « financing be structured based on 30 billion euros, with disbursements of 2 billion euros per month over 15 years.

In addition, Mr. Joseph states that the program should be executed in "three phases: Years 1-5: The launching of pilot projects in education, health and energy. Years 6-10: Rolling out at a national level. Years 11-15: Conclusion and Evaluation of the impacts."

Notwithstanding the reservations and doubts expressed about President Macron's project within the Haitian community, there is no denying his good faith. But it is important that true Haitian patriots take this opportunity to raise their voices for the benefit of this Franco-Haitian commission.

In that light, we'll note that, for many years, we have been observing the artisans of corruption and the embezzlers of public funds at work. Thus, we, at the *Haiti-Observateur* feel it our patriotic obligation to add our warnings to the proposals of the Nelson Joseph's team.

Indeed, we've been observing them, from elected Presidents Jean-Bertrand Aristide and René Préval to "elected" President Michel Joseph Martelly and single-headed chief executive Ariel Henry, to the current de facto multi-headed presidency, they have all been involved in money scandals. Before the PetroCaribe Fund, Aristide set himself up as a "drug boss", in the words of Jacques Beaudouin Kétant (originally Quettant), at the Federal Court in Miami, only to pounce on the Téléco fund and other public institutions. René Préval, who succeeded him when the PetroCaribe Fund was created by Venezuelan President Hugo Chavez, dipped into the fund to finance the purchase of vehicles for the candidates of his political party Bouclier, during the elections. But it was Laurent Salvador Lamothe's government, under "elected" President Michel Joseph Martelly, who exercised his vast conspiracy against the public coffers, resulting in the embezzlement of over \$4 billion. After having come to power, thanks to CARICOM, after the abolition of the PetroCaribe Fund, the members of the interim rotating presidency invented other strategies to build their fortunes. Less than a month after their inauguration, three of the nine members of the CPT were caught red-handed demanding payment of \$750,000 from the Chairperson of the Board of Directors of a state-owned bank, so he could remain in his position. Instead of the other members of the CPT showing their colleagues the door, it's the head of the bank and the members of the board who were dismissed without further ado. Till this day, the three scoundrels are still in office, enjoying their fat salaries and the benefits of their positions.

There's no way imagining what would happen to any restitution funds that France may disburse as part of payments to Haiti, without a firm decision to eradicate corruption and eliminate the means that encourage the misappropriation of public funds! These measures must be an integral part of the discussions leading to a program of repayment by France for the double debt that was imposed on Haiti. Such a decision cannot be ignored!

DANS LE FOOTBALL HAÏTIEN

Tournoi pascal : ANAC A sacré champion, l'Aigle Noir en fête !

Par Ricotta Saint il

Le Tournoi de Pâques, lancé le mardi 15 avril, a livré son verdict ce jeudi 17 avril avec le sacre de l'équipe ANAC A, victorieuse en finale face à ANAC B (2-1). Cette compétition, organisée par le staff technique avec le soutien actif des dirigeants, visait à concilier harmonieusement séances d'entraînement, rencontres amicales et préparation aux matches officiels. L'événement s'est avéré être une réussite totale, offrant au personnel une opportunité concrète d'évaluer l'ensemble de l'effectif et de poser des bases solides pour les échéances futures.

La journée finale a démarré avec la finale, opposant LEG-A-Z à l'équipe de BASIA. Cette dernière a pris l'avantage, en début de seconde période, avant de concéder un penalty transformé avec sang-froid par LEG-A-Z. Le score de 1-1 a conduit les deux formations à une séance de tirs au but, remportée par LEG-A-Z (4-3), qui s'est ainsi assurée la troisième place du tournoi.

Déjà opposés, la veille, dans une rencontre tendue, ANACA et ANAC B se retrouvaient en finale

pour une ultime confrontation. ANAC B a ouvert le score, à la 20e minute, grâce à une tête bien placée d'Ariel Emile, sur corner. La réaction d'ANAC A ne s'est pas fait attendre : deux minutes plus tard, Jacquet Da-Benz égali-



L'équipe Aigle Noir à l'occasion de son anniversaire --FHF.

sait d'une frappe en cloche millimétrée. La première période s'est achevée sur ce score de parité (1-1), annonçant une seconde mi-temps intense.

Au retour des vestiaires, les deux formations se sont livrées à un duel acharné, mêlant rigueur défensive et inspirations offensives.

L'inévitable Da-Benz a obtenu un penalty, à la suite d'une faute commise par Simil, que Mackendell a transformé avec sang-froid pour donner l'avantage à ANAC A. Malgré les nombreuses tentatives d'égalisation de

espace positif, fédérateur et porteur d'espoir en rassemblant la grande famille du football autour de leur discipline phare. Ce tournoi a, non seulement répondu aux attentes, mais les a largement surpassées, tant par la qualité de son organisation que par la richesse de son contenu technique. Il a constitué une véritable plateforme de développement, d'évaluation et de renforcement de la cohésion collective.

L'organisation de ce Tournoi de Pâques mérite d'être saluée, et surtout pérennisée. Il a permis de réunir, dans une ambiance compétitive et fraternelle, des talents prometteurs, tout en contribuant à maintenir une dynamique constructive au sein du club. À l'heure où le sport peine à trouver sa place dans l'agenda national, cette initiative prouve qu'avec volonté, résilience et passion, il est encore possible de raviver et maintenir la flamme du football. Félicitations aux équipes participantes pour leur engagement et la qualité de leurs prestations. Tous nos encouragements les accompagnent pour la suite de la saison.

Distinctions

individuelles

- Meilleur jeune arbitre : Steevenson Juste
- Meilleur gardien : Pierre Wallingston (ANAC A)
- Meilleur buteur : Jacquet Da-Benz (4 buts)
- Meilleur joueur : Louis Orlando Adema (4 buts, 2 passes décisives).

L'Aigle Noir adresse également ses sincères remerciements aux arbitres, assistants, organisateurs, encadreurs, et à tous ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à la réussite de cet événement. Bel-Air aurait été le lieu idéal pour accueillir ce tournoi, mais l'insécurité persistante a contraint les organisateurs à s'adapter. Les supporters du club, éparpillés à travers le pays, en souffrent profondément, dans leur cœur comme dans leur chair. Pourtant, certains continuent, malgré tout, à soutenir le projet de renouveau de l'Aigle Noir. Le club leur en est profondément reconnaissant, et leur droit une fière chandelle. Il réaffirme son engagement à œuvrer sans relâche pour permettre à l'Aigle de retrouver sa place dans l'élite du football haïtien.

R.S.

UN MONDIAL DE FOOTBALL AVEC 64 ÉQUIPES EN 1930

L'inflation monte d'années en années dans l'univers des compétitions mondiales de football !

Par Jacques Brave

Pendant longtemps, la phase finale du Mondial de football se limitait à 16 sélections nationales. Il est vrai, à cette époque, le football était, loin d'atteindre l'universalité, le développement, la mondialisation extraordinaire, jusqu'à Argentine-1978, la phase finale était réservée à 16 équipes nationales et notre zone, CONCACAF, avait alors une seule place, donc, un seul pays qualifié. Et puis à l'édition suivante, Espagne-1982, on passa à 24 pays finalistes, et notre CONCACAF eut deux représentants : Honduras et

El Salvador. Haïti était bien dans le Prémondial, la CONCACAF 1981, organisée au Honduras, en 2002; Haïti venait d'être couronnée championne de la Caraïbe, en 1979, à Surinam, après une brillante et prometteuse démonstration d'une jeune sélection entraînée par le coach René. Vertus, assisté du professeur Himmler

Rébu et de l'entraîneur Raphaël Delatour, une sélection qui fit un merveilleux parcours écrasant, à domicile, comme à l'étranger, toutes les équipes de la Caraïbe, avec autorité et annonçant un retour au sommet de la CONCACAF.

À cette époque, on venait de créer le ministère des Sports et une des premières décisions des nouvelles autorités était de relancer le mythique coach Antoine Tassy « Zoupim », à la tête de la Sélection nationale, qui allait s'engager dans la course pour la qualification, au Mondial Espagne-1982. Cette fois, le fabuleux coach national, au lieu de conti-

nuer sur la lancée victorieuse de la CFU 1979, décida de relancer en rappelant quelques anciens de 1974 et de 1976, la plupart expatriés aux USA, notamment Ernst Jean-Baptiste, qui avaient démontré quelques promesses avec la pimpante et jeune équipe du Victory, de la saison 1974/1975. La sélection de la CONCACAF

Hexagonal 1981 fut un désastre, terminant à la 6e place et dernière place de la qualification disputée au Honduras. La zone eut bien droit à deux qualifiés, puisque pour Espagne-1982, la FIFA porta la phase finale à 24 pays. Et jusqu'à récemment, même avec deux pays organisateurs, Japon-Corée 2002 on en resta à 24 équipes, puis à 32, pour arriver à cette prochaine édition 2026.

On aura 48 pays en phase finale, soit une augmentation énorme. Il est vrai que de plus en plus de pays sont intéressés à organiser l'événement. Et comme on en est à un rythme quadriennal (une édition tous les quatre ans), il y a

donc une véritable inflation dans le nombre des candidatures. Puis il est important de noter que le football a fait d'énormes progrès, atteignant un niveau de développement intéressant sur tous les continents. C'est donc, pour le football, une évolution normale, puisque, non seulement la compétition rapporte beaucoup sur le

plan financier, mais aussi permet aux pays organisateurs de réaliser des progrès énormes dans tous les domaines, y compris de grandes performances internationale en sus de créer d'importants aménagements généraux.

Argentine-1978, la phase finale était réservée à 16 équipes nationales et notre zone CONCACAF avait alors une seule place, donc, un seul pays qualifié ; et puis à l'édition suivante, Espagne-1982, on passa à 24 pays finalistes et notre ONCACAF eut 2 représentants, Honduras et El Salvador. Haïti était bien dans le Prémondial, la CONCACAF 1981, organisée au Honduras, en

2002; Haïti venait d'être couronnée championne de la Caraïbe, en 1979, à Surinam, après une brillante et prometteuse évolution d'une jeune sélection entraînée par le coach René Vertus assisté du professeur Himmler Rébu et l'entraîneur Raphaël Delatour, une sélection qui fit un merveilleux parcours, écrasant, à domi-

cile comme à l'étranger toutes les équipes de la Caraïbe, avec autorité, et annonçant un retour au sommet de la CONCACAF. À cette époque on venait de créer le ministère des Sports et une des premières décisions des nouvelles autorités était de relancer le mythique coach Antoine Tassy « Zoupim » à la tête de la Sélection nationale, qui allait s'engager dans la course pour la qualification au Mondial Espagne-1982. Cette fois, le mythique coach national, au lieu de continuer sur la lancée victorieuse de la CFU 1979, décida de relancer en rappelant quelques anciens de 1974 et de 1976, la plupart expatriés aux USA,

notamment Ernst Jean-Baptiste. Ces derniers avaient démontré quelques promesses avec la pimpante et jeune équipe du Victory de la saison 1974/1975. La sélection de la CONCACAF Hexagonal 1981 fut un désastre, terminant à la 6e place et dernière place

Suite en page 4